

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

JEUDI

26

FÉVRIER

1976

N° 120

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Poniatowski et la securite des francais

LA FRANCE EN LIBERTE SURVEILLEE

Ainsi, Poniatowski, une fois encore, repart en guerre pour «la sécurité des Français». Sa méthode commence en effet à être éprouvée : par presse et télévision interposées, il met en effet en scène un crime ou une prise d'otages. Les moyens d'information sont mobilisés pendant quelques jours, afin que nul en France n'ignore le moindre détail du crime, et spécialement les plus horribles. Et, devant l'étalage des crimes, l'indignation justifiée, naît. A ce moment, le petit Machiavel de la place Beauvau, une fois l'opinion sursaturée de ce qu'il appelle «la violence» en général, lance sournoisement ses «solutions» : il faut, dit-il, renforcer la police, châtier plus durement, faire un exemple. La vigilance est endormie par l'horreur du crime et pour

un peu, une unanimité dans l'indignation, dans la condamnation se dégagerait. Par le même coup, il serait facile d'oublier à quoi sert la police, et que veut dire son renforcement.

On oublierait en effet que si l'Etat renforce sa police, c'est principalement - sinon uniquement - pour attaquer le peuple, le contrôler, le mettre en fiches et le matraquer. Poniatowski a en effet tiré les leçons de la haine de la police sous Marcellin. Il a décidé de la faire aimer, en mettant en avant «l'insécurité». Il ne défendra pas les CRS qui viennent de tuer l'agriculteur Michel Boye, à Epinal, il n'aurait pas ce front ! Ni celui de justifier l'œil arraché par les CRS à Christine Mochon, manifestant à Fougères en septembre. Ni même les locaux éven-

trés dans les ratonnades de CRS dans les foyers immigrés pendant la grève de Chausson. Pas plus que les innombrables «bavures», de l'agression raciste de l'avocat Benhachenou par la brigade antigangs, aux postiers envoyés à l'hôpital, après la fusillade de Charenton. Non. Cette police, il la nie. Il n'en connaît qu'une ; celle qu'il appelle si joliment la police de la «protection des enfants et des personnes âgées». Mais l'artifice est gros. Les travailleurs conscients, au delà de l'indignation devant les crimes, ne peuvent s'y laisser prendre. La «sécurité des Français», c'est, d'abord, pour eux, 4 000 morts d'accidents du travail par an. Ce sont trois camarades par jour tués dans le bâtiment. Ce sont les mutilations irréversibles, le saturnisme, la silicose. C'est l'ouvrier Guillaume, tué l'an dernier aux Huilleries et Goudrons Dérivés (HGD).

Ce sont aussi nos enfants morts à la porte d'hôpitaux qui ne peuvent les admettre. Ou nos vieillards, morts de faim, sans argent, tels des rebuts. Voilà la sécurité des Français. Et, contrairement à Poniatowski, nous l'étendons aussi aux attentats dont sont victimes nos frères immigrés. Alors, le coup de la sécurité, Poniatowski ne nous le fera pas. Derrière ses prétentions hypocrites, il vise la sécurité de sa classe, sa police prête à nous prendre au collet. A quadriller le pays, à emprisonner les ouvriers révolutionnaires. A tuer les manifestants.

La seule sécurité pour nous, viendra du renversement de la bourgeoisie.

P. LEFORT

FOUGERES

LA COLERE DES TRAVAILLEURS DE REHAULT



devant les grilles de la Préfecture de police.

Embouteillage monstre à Rennes

Voir page 7

3 MORTS A LA SAMARITAINE



PARIS-RHONE les travailleurs ont jugé

Les travailleurs de Paris-Rhône viennent d'élire leurs délégués du personnel. La CFDT présentait 12 candidats dont les 6 délégués licenciés à la suite de la dernière grève et réintégrés sur avis de l'inspecteur du travail. Les résultats :

- 53,2 % des suffrages pour la CFDT
- 35 % des suffrages pour la CGT
- 11 % des suffrages pour FO

Soit par rapport aux élections de 74, 20 % de voix supplémentaires pour la CFDT et 23 % de voix de moins pour la CGT (tous les délégués CFDT licenciés ont été réélus).

On se rappelle que tout au long de la grève de novembre, les dirigeants CGT et en particulier l'Union Métaux s'étaient acharnés contre la lutte : par une campagne de calomnies menée dans toutes les boîtes de Lyon, ils avaient essayé de l'isoler la présentant comme une grève aventuriste, minoritaire comme l'exemple à ne pas suivre. Les travailleurs de Paris-Rhône ont jugé !

SOMMAIRE

- Manifestations des stagiaires FPA. La lutte sur les classifications à Thomson CSF -p.4-
- Paysans : Après la mort de Michel Boyé -p.5-
- Le débat sur la musique en Chine - critique télévision -p.8-
- L'Agriculture soviétique après 10 ans de promesses -p.9-
- Procès du MLAC à Aix en Provence -p.10-
- Bloc-notes - Notre feuilletton -p.11-

ENQUÊTE

CFT : L'ORDRE NOUVEAU DANS LES USINES ?

«Nous allons nous attaquer à la Saviem»

A. Blanc

L'officine fasciste CFT, par le biais de son nouveau secrétaire général Auguste Blanc, fait beaucoup parler d'elle en ce moment : depuis quelques jours, Blanc a décidé d'entreprendre une grande «tournée» dans les différentes régions de France en vue, paraît-il «de prendre la température de la situation de son organisation» (Ouest-France)

UN REGAIN D'ACTIVITE DANS LA PERIODE

Il y a peu, cette «tournée» commençait dans le Calvados et plus spécialement à Citroën (Caen), Wonder (Lisieux)... ces visites se clôturent par une conférence de presse pour le moins tonitruante ; de ces déclarations à l'attentat contre les locaux CFDT de Caen, il n'y a qu'un pas... Mais cette nouvelle offensive de la CFT - car il s'agit bien de cela - a commencé, il y a plusieurs semaines déjà : que ce soit à Servair, à Roissy, où, parallèlement aux habituelles perquisitions à domicile avec la police, la CFT, il y a peu, affirmait bien haut dans une lettre, son intention de casser les luttes ; que ce soit à Simca, à Poissy où la chasse aux militants syndicaux s'amplifie et où le secrétaire du syndicat CGT vient d'être licencié par la direction (aidée en cela par la même CFT). Il s'agit bien, les faits le montrent, d'une opération d'ensemble que la CFT met en place au service de la bourgeoisie.

UN VIEUX REVE PATRONAL

Les dernières déclarations faites par Auguste Blanc dernièrement à Caen méritent qu'on s'y arrête, car elles éclairent on ne peut mieux le sens de cette offensive. Auguste Blanc déclarera vouloir fixer deux buts à la CFT dans les mois à venir : d'une part, «obtenir la suppression du monopole des syndicats représentatifs» et «se battre pour la liberté de candidature au 1^{er} tour des élections professionnelles», d'autre part, «riposter à la CGT en dénonçant ses méthodes de gangstérisme syndical». Comme par hasard, cette campagne vient au moment même où UDR, Républicains indépendants et centristes viennent de déposer sur le table de l'Assemblée Nationale, un projet dit des «libérés» visant en fait à les éduire et qui stipule notamment «les délégués sont élus... sans précision, en parlant des élections (visant ainsi à préparer le vieux rêve de Giraud, d'implanter la CFT massivement dans les usines)».

Cette campagne que la bourgeoisie engage pour sa reconnaissance juridique, campagne omniaisamment soutenue par la bourgeoisie, montre que cette dernière tente aujourd'hui, progressivement, de se donner un moyen supplémentaire de casser nos

luttons, un moyen qui, légalisé, pourra être utilisé à plein ! Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Quand Auguste Blanc déclare «nous allons nous attaquer à la Saviem», ce n'est pas un hasard si justement dans cette entreprise, les travailleurs, montrant l'exemple dans la région, rentraient au même moment en lutte contre la surexploitation qu'ils subissent et que la bourgeoisie voudrait leur imposer comme partout en France ! D'ailleurs, les buts de la CFT sont clairs, quand on sait qu'il n'y a pas si longtemps, 150 de ses nerfs,



La riposte des travailleurs de Citroën. A la suite de l'attaque d'un commando de la CFT, ils organisent une manifestation avec à leur tête... deux fascistes de ce «syndicat»... ils les pousseront devant eux, parcourant toute la ville...

appelés par le patron, agressaient des militants syndicaux à la porte de Citroën...

LA CAMPAGNE DE LA CFT : REMETTRE EN CAUSE LES ACQUIS DES LUTTES

Les choses s'éclaircissent aussi quand ce même Auguste Blanc déclare : «(la CGT et la CFDT) ne cherchent que la destruction de l'économie par l'outil de travail» et que la même officine CFT de Servair à Roissy, pour l'occasion baptisée «syndicat indépendant» écrit dans une lettre «Nous tenons d'entrée à faire savoir que notre action... est néanmoins centrée sur la nécessité de faire un barrage, par la base, aux menées syndicales extrémistes et virulentes de la CGT et consortes». Ce que la CFT appelle «Destruction de l'économie» et «menées extrémistes», ce sont en fait tous les acquis, toutes les formes de lutte, les moyens que les travailleurs, dans la dernière période, se sont donnés et ont imposés à la bourgeoisie pour riposter à la politique de crise et faire

aboutir leurs revendications : occupation, piquets de grève contre les jaunes, popularisation.

Ces sont les acquis d'un syndicalisme de classe au service de la classe ouvrière qu'il nous faut d'ailleurs aujourd'hui développer, pour construire un puissant mouvement d'ensemble que la bourgeoisie entend ainsi remettre en cause. Pour cela, la légalisation des officines patronales serait un nouveau maillon au système répressif actuellement en place. Et l'activité passée et présente de la CFT montre ce qu'il faut entendre à la déclaration de Blanc : «Notre représentativité, nous ne voulons pas qu'on nous la donne, nous la gagnons par l'efficacité, en contactant les isolés» ; l'efficacité de la CFT, c'est l'agression physique contre les militants syndicaux, c'est l'i-

solement et les menaces contre les délégués comme à Mollard, à Blanc-Mesnil, c'est l'empêchement des sections syndicales de faire leur travail de propagande, c'est

enfin l'impossibilité pure et simple de monter des organisations syndicales, là où il n'y en a pas.

MAINTENIR ET ETENDRE LES LIBERTES DEMOCRATIQUES, MENE A L'OFFENSIVE POUR NOS REVENDICATIONS

Mais les tentatives de la bourgeoisie pour renforcer la répression (notamment en laissant impunément agir ces bandes fascistes) prouvent en dernière analyse, la faiblesse d'une classe aux abois, incapable plus longtemps de tromper les travailleurs. Faiblesse donc, mais aussi danger réel. Laisser se développer l'activité des milices, sans réagir, serait rester passif, ne pas prendre en main la tâche impérieuse de lutter pour la préservation et l'extension des libertés démocratiques, du droit de grève, tâche impérieuse, car elle conditionne, pour une large part, la possibilité d'un mouvement d'ensemble qui devra faire reculer la bourgeoisie. Lutter contre cette nouvelle tentative de restreindre les libertés démocratiques acquises par des années de lutte doit aller de pair avec la mobilisation pour l'extension des luttes dans les usines. C'est la voie qu'il nous faut suivre. C'est la voie qu'ont choisie déjà de nombreux travailleurs, à Hoover à Dijon, comme chez Cadot dans la région parisienne, opposant à la répression des milices patronales, la lutte de masse pour les revendications, et faisant reculer déjà la bourgeoisie.

AUGUSTE BLANC ET JACQUES SIMAKIS



Document titled 'et LIBERTÉ' with a date 'Roissy, le 18 Novembre 1975'. It contains a letter or notice addressed to 'Monsieur le Directeur' and 'Monsieur le Secrétaire'. The text discusses the CFT's activities and its stance on syndicalism and workers' rights. It mentions a strike and the need for democratic freedoms. The document is signed 'Le Secrétaire Adjoint, J. SIMAKIS'.

LES BUTS AVOUÉS ET INAVOUÉS DE LA CFT

Le torchon «indépendance syndicale», titre de l'organe officiel de la CFT en date de l'année 74, est édifiant et nous en apprend un peu plus sur le but de la CFT.

TENIR COMPTE DE LA SITUATION DE L'ENTREPRISE

Sous le titre d'un «syndicat pas comme les autres», nous apprenons que la CFT «est là pour promouvoir un syndicalisme de participation, générateur d'un véritable progrès social», déclaration rejoignant celle de Auguste Blanc disant dernièrement : «Les syndicalistes doivent être aussi des gestionnaires et donc tenir compte de la situation de l'entreprise dans l'action à mener ; notre but ne peut être sa mort». Nous avions déjà entendu cela quelque part. Remettre au goût du jour la collaboration de classe, le mythe de la participation, voilà le second rôle que la bourgeoisie dévolue à la CFT. Il s'agit d'amener les travailleurs à comprendre, par une nouvelle campagne, que le moment est mal choisi pour les revendications, il s'agit de poursuivre avec des thèmes en fin de compte passablement éculés, une campagne visant à faire payer la crise à la classe ouvrière.

BRISER LES GREVES DANS L'OEUF

Mais même la bourgeoisie n'y croit pas trop et d'ailleurs cela n'est pas le but principal de la CFT. L'aspect répressif

l'emporte largement. La CFT apprenons nous «refuse l'institution anti-démocratique du piquet de grève» et affirme son «attachement au respect de la liberté individuel du travail». On sait ce qu'il faut entendre par là : la liberté du travail n'est autre que l'argument mis en avant par la bourgeoisie, pour casser les grèves, en permettant aux jaunes de faire la production, en agressant les piquets de grève. Et la CFT n'a pas attendu aujourd'hui, pour pratiquer ce genre d'agressions. Il s'agit donc bien de briser tous les moyens que se donne aujourd'hui la classe ouvrière en lutte contre la bourgeoisie. Nous n'en serions pas convaincus que la CFT nous convainc de ce qu'elle entend par là : en parlant des formes de lutte dures qu'emploient les travailleurs, elle écrit : «que la CFDT s'est trop souvent signalée par un mépris inquiétant pour les libertés individuelles : ses militants ont été à bien des reprises, à l'origine de séquestrations... Et ce torchon de poursuivre : «il faut rappeler aussi qu'en Allemagne près de 80 % des salariés sont syndiqués et que ce pays jouit d'une paix sociale si remarquable qu'on a pu y introduire la co-gestion dans certaines entreprises». Ce rêve de la bourgeoisie française est clair. Il s'agit bien de tenter de faire accepter aux travailleurs ses «difficultés» dans le cadre de sa concurrence avec les autres impérialismes, en employant et en renforçant, si besoin est, les moyens éternels qui sont la répression. Et la bourgeoisie allemande est à cet égard, un modèle sans conteste !

LUTTES OUVRIÈRES

Embouteillage à Rennes

LA COLÈRE DES TRAVAILLEURS DE REHAULT

par Gérard PRIVAT

Il était 8 H 30 hier matin quand 250 travailleurs de chez Réhault se rassemblaient devant leur usine. L'objectif était d'aller en cortège de voitures jusqu'à Rennes où se tenait une table ronde dans la matinée. Par sécurité, les numéros des voitures étaient tous cachés. A 9 H, le cortège se forme. Devant, le camion de l'usine avec sur les côtés d'immenses banderoles : «Pays fougerais : l'emploi, un droit pour tous», sur le devant, une pancarte : «Convoi de 600 chômeurs», et aux portières des drapeaux rouges et bretons ! D'autres voitures de tête portaient également des drapeaux et des pancartes.

On traverse Fougères sur deux files, phares allumés et klaxons en marche. Un gars a même amené un clairon ! Le cortège roulera ainsi à faible allure tout le long des 45 kms qui séparent Fougères de Rennes. A chaque fois les voitures restent sur deux files paralysant complètement la circulation. Tout au long de la route, beaucoup de gens saluent les manifestants, certains en levant le poing comme pendant la traversée de Saint-Aubin-du-Cormier. Vers 11 h 30, arrivée à l'entrée de Rennes. Les coups de klaxon redoublent pendant la traversée. Les voitures roulant toujours à faible allure et sur deux files provoquent de gros embouteillages. Enfin à midi, on arrive devant la préfecture. Devant la porte, environ 300 manifestants se sont rassemblés pour accueil-

lir les «Réhault». Il y a là des étudiants en grève eux aussi, des délégations des cheminots, de l'EDF et du Crédit Agricole... Des applaudissements saluent l'arrivée bruyante du cortège. Des mots d'ordre partent : «Soutien aux travailleurs en lutte» «Non aux licenciements».

UNE CLAQUE DE PLUS POUR LE P«C»F !

Le PCF veut alors prendre la parole : «Le parti communiste français soutient les travailleurs...», il est aussitôt recouvert par des protestations : «Récupération, unité à la base !». Deuxième tentative, deuxième échec. Finalement il abandonne ! Des manifestants crient : «On est pour la dictature du prolétariat» puis tous entonnent l'Internationale, poing levés. Les

révisionnistes font grise mine... Non seulement ils ne lèvent pas le poing mais ils ne chantent pas. Alors que les discussions se poursuivent avec FO, la CFTC, le préfet, Cointat... vers 12 h 30, les délégations CGT et CFDT sortent. Le secrétaire CFDT prend la parole : «Nous venons de quitter ces négociations-bidons. Rien de nouveau ne nous est proposé. Une fois de plus, la preuve est faite que c'est le rapport de force qui peut, seul, faire reculer les pouvoirs publics. On va entendre parler de nous». Puis il ajoute : «Depuis hier, le syndicat nous a fait couper le téléphone à l'usine Réhault occupée. Nous l'avertissons qu'il a intérêt à le faire remettre avant la fin de la journée, sinon il le paiera très cher. Et ce n'est pas une menace en l'air !».

UN EMPLOI POUR TOUS A FOGÈRES

«Maintenant les choses sérieuses vont commencer». Les sections CGT et CFDT sont unanimes : «On nous a encore leurrés avec cette table ronde. Ils vont voir maintenant de quel bois on se chauffe ! On leur réserve des surprises... De toute façon, nous sommes fermes sur nos



positions. C'est un emploi pour tous à Fougères que nous voulons et que nous imposerons. Pas question d'accepter des demi-mesures provisoires et hypothétiques». Des actions sont prévues à partir de la semaine prochaine. Pour l'instant, le secret est gardé pour «réservé la surprise». Comme le disent les travailleurs de chez Réhault : «Il risque de faire chaud à partir de la semaine prochaine dans le pays-fougerais».

Mensonges de la radio... et de Cointat

Certaines stations de radio ont diffusé tout au long de la matinée des communiqués mensongers dans lesquels ils disent que les travailleurs de chez Réhault sont venus par autocars à Rennes «soutenir Cointat dans ses négociations avec le préfet».

Que cachent ces informations frauduleuses ?

Depuis quelques jours Cointat fait des déclarations démagogiques : «Si une solution n'est pas trouvée pour résoudre le problème de l'emploi à Fougères, je prendrai des initiatives qui iront jusqu'à la limite de la légalité». Il accuse «les responsables et les technocrates parisiens» de ne pas connaître la situation locale et de laisser «la situation se dégrader ouvrant ainsi la porte aux gestes de colère et de désespoir». Pourtant Monsieur Cointat, qu'avez-vous fait depuis que les menaces pèsent sur l'emploi à Fougères ? Qu'avez-vous fait pour les travailleurs qui manifestaient en septembre dernier, à part envoyer les flics pour les matraquer sauvagement ? Il n'était jamais là, Cointat quand les travailleurs voulaient le rencontrer l'année dernière ! Aujourd'hui, la puissante mobilisation des travailleurs fougerais oblige «monsieur le maire» à changer de tactique. C'est qu'il faut bien penser à la réélection ! Cointat se présente comme le «défenseur» des travailleurs. Ses pirouettes politiciennes ne font pourtant pas illusion. Comme le disaient de nombreux travailleurs : «C'est avec nos sections syndicales que nous avons organisé cette action. Cointat, il est de l'autre côté avec les patrons. D'ailleurs, il avait dit qu'il quitterait la séance si une solution n'était pas trouvée, or il y est toujours !»

Les travailleurs viendront vous demander quelques explications au conseil municipal de samedi, monsieur Cointat ! On verra ce que valent vos déclarations tonitruantes...

Qui sont les diviseurs ?

La manifestation de lundi était un succès. Organisée trop rapidement du fait de l'initiative confédérale CGT, elle a néanmoins rassemblé 1500 personnes environ, ce qui déjà est important pour la ville. Pour permettre aux travailleurs de Fougères de manifester, les syndicats CFDT et CGT avaient lancé un mot d'ordre de débrayage pour 15h, au niveau inter-professionnel. FO et CFTC n'avaient pas appelé à cette manifestation, pourtant les travailleurs de chez Maunoir où FO a une implantation certaine ont débrayé massivement. Ce fait montre la combativité des travailleurs fougerais et leur désir de lutter dans l'unité syndicale. Cette unité traverse actuellement une période difficile du fait des différentes manœuvres de FO et de la CFTC mais aussi de l'appareil CGT.

«A l'appel de la CGT, auquel s'étaient jointes la CFDT et la FEN, 2 000 travailleurs ont débrayé et manifesté hier à Fougères» («Humanité» du 24 février 76).

Le secrétaire confédéral CGT, Laroze, ouvrait son discours à la fin de la manifestation par : «Nous nous félicitons que la CFDT... se soit jointe à nous». Les huées et cris «Unité à la base» lui répondirent comme lorsqu'il déclara «La CGT est l'élément moteur des luttes»... Après la manifestation de nombreux travailleurs étaient indignés de l'attitude de la direction CGT comme ils l'étaient après la lecture de l'«Humanité». Les seuls mots d'ordre impulsés par la CGT, ultra minoritaire dans la manifestation étaient «Union, action, programme commun», recouvert par «Une seule solution, la révolution». L'«Humanité» transforme, comme l'a fait le permanent

confédéral CGT une bien dure situation pour ses poulains, en une «puissante action dirigée par la CGT» !

Pourtant, on ose à peine imaginer le maigre contingent qu'ils auraient rassemblé à cette manifestation, si la CFDT dans un but unitaire, ne s'était associée à cette initiative. Les ouvriers de Fougères ont également appris au cours du discours fleuve de Laroze que dans le domaine de la chaussure : «L'Italie était notre principal concurrent» ! Les travailleurs sont donc priés dans le cadre de la grande union du peuple de France, de soutenir leur patron contre la concurrence étrangère ! «Les emplois ne peuvent être sauvés que par la lutte, comme à Rateau et à Grandin». Les ouvrières non reprises à Grandin apprécieront ! Pas un mot bien entendu sur la lutte des Lip... On a les exemples qu'on peut !

Interview de la section syndicale CFDT de chez Réhault

Nous l'avons vu, la question de l'unité syndicale préoccupe beaucoup les travailleurs fougerais. Mais aussi des militants de chez Réhault. Nous avons interviewé la section CFDT de Réhault sur cette question.

— QdP : Comment concevez-vous l'unité syndicale ?

— Il y a des licenciements dans plusieurs boîtes, la riposte ne peut être que globale. Il n'est pas question pour nous d'accepter des demi-mesures, des emplois pour certains et pas pour d'autres ! Une fois cette position définie, la question de l'unité est claire : l'unité oui, mais pas sur n'importe quoi ! L'unité pour la lutte, sur la base des revendications réelles des travailleurs, c'est-à-dire : un emploi pour tous, maintien des avantages acquis...

— QdP : Avez-vous prévu de prendre des initiatives pour recréer le front syndical Fougerais ?

— Nous avons déjà envoyé plusieurs lettres dans ce sens aux autres organisations. Il est évident que nous allons œuvrer pour reconstituer l'unité syndicale telle que nous venons de la définir. Nous soutenons toutes les initiatives qui vont dans le sens d'une unité entre les différentes organisations syndicales. Par exemple, nous jugeons très positive, l'initiative prise par les travailleurs de J.B. Martin qui ont fait signer une pétition exigeant des syndicats qu'ils recréent le front syndical fougerais. A ce

sujet, il faut noter qu'avant d'être bloquée par un délégué FO, sur une seule chaîne, cette pétition avait recueilli 74 signatures dont 25 de travailleurs syndiqués à FO, ce qui montre à l'évidence le grand attachement des ouvriers à l'unité syndicale !

LIP LES COUPS BAS DU PCF

Les élections du personnel viennent de se dérouler à LIP, en plein remue-ménage, du fait de la restructuration de sa direction et des menaces sur l'emploi qui pèsent à nouveau. La CFDT l'emporte dans les collèges ouvriers et employés (82 % des voix du premier collège !) et frôle même la CGC chez les cadres (3 voix de différence)... au grand regret de l'«Humanité» (qui se répandait hier en fiel sur les luttes de LIP). Deux ans après, les révisionnistes n'ont toujours pas digéré le désaveu de masse (que confirme encore ces élections) que leur ont infligé les ouvriers...

Profitant sans réserve des

erreurs de la CFDT de LIP, de ses récentes déclarations pour le moins ambiguës, le P«C»F essaie de se refaire une vertu en lui tirant dessus à boulet rouge ainsi que sur Renault, Gillet et Riboud, les deux «parrains» de la nouvelle société. Et c'est sûr que pour ces deux là c'est chose facile, compte tenu du pedigree d'exploiteurs patentés de ces gens (à BSN ou Rhône-Poulenc). Mais, c'est un peu court, messieurs les faux communistes, pour faire oublier que vos voix s'étaient jointes au «LIP c'est fini !» de Messmer, que vous vous étiez faits les porte-parole du plan Giraud d'orchestration du chômage, rejeté par les LIP, et que la Fédération CGT de la Métallurgie (inspirée par

vos soins) avait sorti nationalement mais aussi spécialement sur LYON (sur les Usines C.E.M.) un tissu de calomnies et d'attaques perfides contre la lutte, sa conduite par la CFDT et le Comité d'Action, sa démocratie d'Assemblée Ouvrière et le Soutien qu'elle recevait (notamment la fameuse marche sur Besançon).

Un peu de pudeur ! Oui, «le réveil des LIP sera rapide», mais pour rompre avec toute hésitation à lutter et non pour louer le Programme Commun (au nom duquel vous n'aviez que «reclassements» et «défense de l'horlogerie nationale» à offrir aux ouvriers défendant leur emploi) !

LUTTES OUVRIERES

Thomson-Levallois : pour la réintégration d'un délégué CGT

Pour obtenir la réintégration de Massenier, délégué CGT, muté arbitrairement à Vélizy, nous avons débrayé à 150 environ. Nous sommes allés à la bourse du travail de Levallois : ça c'est pas trop mal passé, la majorité a décidé d'aller au ministère du travail et pratiquement tous les autres ont suivi... Une délégation a été acceptée qui est restée environ trois quarts d'heure. Il en résulte que la direction de Thomson ne pouvait en aucun cas attaquer juridiquement, car elle aurait été perdante sur le cas du délégué. Mercredi après-midi à 16 H, le député-maire de Levallois (P=C=F) rencontrait Richard (le cadavre de la Thomson CSF sur la place de Paris), au siège boulevard Haussman. Il semblerait que la direction locale a fait du zèle et que finalement par le biais de la direction générale, il y ait un espoir de garder le gars à Levallois.

Autour de Lancey occupé

La journée d'action du papier carton, vendredi dernier, a été l'occasion d'un grand rassemblement des travailleurs et de la population de la vallée du Grésivaudan, autour des papeteries en lutte. Ceux de Lancey en étaient à leur 23ème jour de grève avec occupation, pour les salaires, les 36 heures compensées pour les feux continus, contre la dégradation des conditions de travail, et pour le paiement intégral des jours chômés.

Ils étaient près de 2 000 dans la cour de la mairie, venus de Kuhlman (Brignoud), d'Olivetti (Pontcharra), à leur 47ème jour d'occupation, les ouvrières d'Alpstyl, et celles de Setrim (Goncelin), à leur 11ème jour de lutte pour 1 700 F uniformes. Les ouvriers des papeteries s'occupent activement du soutien : ils font le tour des papeteries des Vosges, de la région d'Annecy. Le problème, qui reste encore à surmonter, c'est celui d'une lutte unie à l'échelle de la branche contre la restructuration de l'ensemble de la papeterie, car l'idée qui marque encore largement les travailleurs, c'est que la situation est différente d'une boîte à l'autre. Et cette idée constitue un frein à la lutte unie, nécessaire pour faire échec aux patrons du papier-carton.

Mais cette journée a été positive, justement parce qu'elle rassemblait un grand nombre de travailleurs en lutte. Cette semaine, tous les yeux sont tournés vers Kuhlman, car les ouvriers ont annoncé qu'ils allaient entrer en lutte à leur tour.

corr. Grenoble

Barthelay a Montreuil : Portes ouvertes le 28 février

Depuis plus de trois mois, cette entreprise de mécanique générale est occupée par les ouvriers, qui refusent leur licenciement. Samedi 28, ils organisent une journées portes ouvertes à l'usine.

Caron-Ozanne : Pour soutenir leur lutte : abonnez-vous à Ouest Licenciements

Après plus de 8 mois de conflit, patronat et Pouvoirs Publics continuent de jouer le pourrissement et se préparent à faire évacuer l'usine.

Mais après plus de 8 mois, les grévistes continuent de façon active leur occupation et viennent de sortir le 8ème numéro de Ouest Licenciements, qui risque fort d'être le dernier imprimé dans l'usine occupée. Mais conscients de l'arme qu'il représente pour leur victoire et celles des autres travailleurs en lutte, les grévistes de Caron Ozanne ont décidé de continuer de sortir ce journal par d'autres moyens.

Et pour donner le maximum de force à cette décision, nous avons décidé d'ouvrir les colonnes du prochain numéro non seulement aux travailleurs de la région, mais à tous les travailleurs en lutte du pays.

Mais pour pouvoir assumer cette tâche, nous sommes contraints de structurer un réseau de diffusion. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, pour soutenir notre lutte et Ouest Licenciements, nous vous demandons, soit :

- de vous abonner (6 numéros 20 F)
- de faire abonner votre section syndicale ou politique
- de vous proposer comme diffuseur de Ouest Licenciements

Adresser toute correspondance (soutien financier, abonnements ; articles) à :

Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 Paris Cedex 19
qui transmettra

Centre FPA de Meaux

LES STAGIAIRES MOBILISES CONTRE LA REPRESSION

Judi dernier 19 février, un stagiaire du Centre FPA de Meaux réputé pour son comportement raciste, bagarreur et fasciste, tombe sur le dos du délégué syndical. Aussitôt, la direction s'empare du fait, convoque la commission de discipline pour le 20 février.

La grève démarre, avec liaison immédiate avec les autres centres de la région, contre la répression. Une manifestation sur Meaux rassemble la moitié des stagiaires, au cri de «non à la machination», «libertés syndicales», assiégeant la salle où le délégué passe en jugement. Dans le même temps des stagiaires de la FPA de Champ-en-Marne envahissent les bureaux de la direction...

Pour rallier les indécis et contraindre la direction à s'expliquer, une Assemblée Générale se tient, dans l'enthousiasme. Evaluant le danger, la direction décide une dernière mesure : 3 jours de mise à pied pour le délégué et

FPA DE MEAUX

Mais par rapport à ce climat de division, le centre s'est mis en mouvement à nouveau mardi avec 140 personnes qui sont aujourd'hui en grève pour mettre fin à



changement de centre de l'autre... Mais l'on comprend vite que c'est une manœuvre pour diviser les stagiaires en profitant qu'un raciste est dans le coup : ce qu'il fallait c'est refuser toute sanction ; s'unir contre la FPA, cette école du bas salaire, de la peur et de la répression.

cette situation, let par exemple le fait qu'on interdise à l'ensemble des gars de travailler, en coupant l'électricité si le délégué et l'autre gars sanctionnés continuent à travailler comme si de rien n'était ! La mobilisation n'a plus seulement été faite par une prise de parole du délégué

syndical mais chacun s'y est mis en rentrant dans les ateliers pour faire débrayer, discuter...

Dans cette AG, plusieurs personnes ont pris la parole notamment pour dénoncer le règlement intérieur qui est absolument illégal, inadmissible. Un des protagonistes de la soi-disant bagarre a résumé les faits, le délégué syndical a bien expliqué qu'il fallait les recadrer dans la situation politique de crise et de chômage, (où l'on trouve des gars qui acceptent n'importe quel salaire, même pas 90 % du SMIC et où s'exerce une répression féroce à chaque fois que quelqu'un exige une revendication ou son droit au centre). A partir de là, beaucoup de gens ont témoigné comme quoi pour la fameuse bagarre, la com-

mission de discipline était une mise en scène (notamment en montrant qu'il y avait eu toute une «préparation») et en montrant des cas de répression concrets.

Les manœuvres de la direction ont été dénoncées : à un gars qui était opposé au syndicat, la direction a demandé de signer une pétition anti-syndicale et de la faire signer. La décision a été prise d'aller en délégation importante pour discuter avec le directeur, qui a raconté des salades, sur les heures de grève qui ne seraient pas payées, etc... et de manifester hier mercredi à Montreuil au centre qui s'occupe centralement des FPA de la région parisienne.

Correspondant Meaux

LES SANCTIONS SONT SUSPENDUES !

Le matin, le manque de préparation de cette délégation a fait que quelques indécis ont rejoint leur atelier, mais nous sommes quand même partis à 75. Devant cette mobilisation, à l'AFPA de Montreuil, après avoir essayé de nous embarquer dans les dédales de l'administration, les gars ont tellement gueulé en disant qu'on connaissait l'administration, qu'on voulait une réponse immédiatement ; ce qui les a obligé à un recul assez conséquent : les sanctions prises à l'encontre des deux stagiaires sont suspendues, que lundi matin à 9 H 30, le 1er mars, il y aura une réunion au centre de Meaux (avec un représentant des stagiaires) pour discuter des revendications et qu'aucune retenue ne sera effectuée sur les heures de grève, à condition que le travail reprenne normalement mercredi après-midi, ce qui a été fait.

Thomson-CSF (Sescosem) Grenoble

PLUS DE CLASSIFICATIONS PAR POSTE

A la Sescosem (Saint-Egrève et Aix), depuis 3 ans, la direction a mis en place son système de classification par poste. Ainsi donc, ce qui est classé, c'est le poste, la machine, l'ouvrière n'est qu'un pion, un accessoire que l'on rajoute sur ce poste et à qui on colle la classification.

Les soi-disant avantages du système, nous les connaissons tous, la direction nous en a assez souvent rabattu les oreilles : justice, égalité, promotion, méthode scientifique, suppression de la tête du client, homogénéité à l'intérieur de l'entreprise...

En fait, c'est :

- le «coup de bol» ou le «manque de bol» à l'embauche ; c'est-à-dire si lorsqu'on rentre, il y a une place de libre dans un secteur bien classé, on a tout de suite un poste bien classé ; si par contre il y a une place de libre sur un poste OS 2/1, on est OS 2/1 pour 1, 2, 5, 10 ans...
- ensuite, c'est la «tête du client», puisque seul le chef décide de mettre telle ou telle ouvrière sur tel poste.

- puis le «caractère scientifique» des classifications par poste apparaît encore plus nettement en ce qui concerne le niveau 2. Là on peut vous reprocher de ne pas être à la fois malade, voire même à l'hôpital et à l'usine ; on peut vous dire que votre travail en quantité et qualité est bon, mais que vous n'êtes

pas suffisamment appliqué dans ce que vous faites...

C'est ainsi que dans l'usine, il y a des ouvrières qui avec 6, 7 (et même 10 ans) d'ancienneté sont toujours OS 2/1, OS 2/2. C'est ça la soi-disant justice des classifications par poste, c'est ça la soi-disant revalorisation du travail manuel que nous chantent patrons et gouvernement !

Depuis le début de la mise en application des classifications par poste, nous n'avons cessé de dénoncer et d'attaquer ce système. Ces derniers temps, ce sont plus particulièrement les ouvrières du Contrôle Qualité qui ont manifesté de façon précise leur mécontentement et affirmé leur opposition à la classification par poste : «Nous ne

voulons plus de ces classifications, qui divisent et nous isolent les unes des autres, qui intentionnellement provoquent jalousie et mesquineries».

Dans tous les ateliers de la Sescosem, une remise en cause des classifications se fait souvent de façon individuelle, trop rarement collectivement et sans proposition précise à opposer au système patronal. C'est pour quoi, dans le cadre des classifications, la CFDT a élaboré des propositions que nous soumettons à l'ensemble des travailleurs.

Il est essentiel que soit reconnue la véritable qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'industrie électronique. Cette qualification, les travailleurs et les travailleuses l'acquerraient par l'expérience professionnelle au fur et à mesure du temps passé dans l'entreprise. Si jusqu'à présent les patrons ne l'ont pas admise c'est à la fois pour sous-payer ceux qu'ils emploient et ne pas reconnaître que les femmes sont des ouvrières professionnelles.

C'est pourquoi nous demandons un seul taux par échelon et l'évolution de carrière à l'ancienneté.

L'évolution de carrière à l'ancienneté est possible. Elle existe déjà pour les ingénieurs position 1 et 2 ; une évolution minimale (point et salaire) à l'ancienneté est déterminée dans les conventions ingénieurs et cadres. Cette reconnaissance d'une évolution minimale à l'ancienneté doit être étendue à l'ensemble des catégories du personnel. C'est le seul moyen de lutter contre l'arbitraire patronal et contre la «tête du client».

Les revendications proposées dans ce tract concernent tous les travailleurs.

Pour imposer aux patrons une grille de classification qui reconnaisse la véritable qualification professionnelle des travailleurs.

- Pour imposer aux patrons une grille de classification qui donne à tous et à toutes une véritable évolution de carrière, qui supprime l'arbitraire et la division.

- L'action de tous et de toutes dans l'usine est nécessaire.

Saint-Egrève
Section syndicale CFDT
Sescosem

PAYSANS

En bref

Pigmy Radio : Pas de salaire depuis janvier !

Depuis la fin du mois de janvier, l'entreprise Pigmy-Radio est sous le contrôle d'un administrateur judiciaire. Les ouvriers avaient reçu un acompte, le 30 janvier. Mais depuis, plus rien. Et l'argent disponible sert à payer les fournisseurs, alors même qu'une loi exige normalement que les salaires soient prioritaires !

Un délégué CFDT inculpé de coups et blessures : une atteinte aux libertés

Malinprat, Puy de Dôme. L'abbé Jean Lajonchère, candidat du PSU pour les cantonales (contre le conseiller général du PS), a été inculpé à quelques jours des élections de «coups et blessures» à un patron d'une société de boissons. Inculpation particulièrement odieuse, car Mr Lajonchère, délégué CFDT, avait été lui-même blessé, lors de l'assaut donné par un commando dirigé par le patron en question contre les travailleurs de l'entreprise en grève, en août dernier. Double atteinte aux libertés, puisqu'elle s'inscrit dans le cadre de la répression anti-syndicale, et qu'elle vise de toute évidence à discréditer ce militant lors des cantonales.

La CGT (Franche-Comté) et la solution des conflits du travail !

Dans une «lettre ouverte» adressée au préfet de Franche-Comté, le comité régional CGT, lui demande «d'intervenir immédiatement auprès du gouvernement et du ministre du travail, pour que les services de la main-d'œuvre et du travail bénéficient rapidement des moyens qui leur reviennent au regard des besoins et des propres normes du ministère du Travail».

La CGT «confirme l'exigence qu'avait formulée sa délégation le 23 décembre» de voir renforcer le corps des inspecteurs du travail, ainsi que de leurs collaborateurs, contrôleurs et secrétaires.

Au lieu de lutter pied à pied pour «pas un seul licenciement», les révisionnistes viennent de faire faire à la CGT une grande découverte pour lutter pour l'emploi.

Corr. Besançon

Tours : l'usine Schmid occupée

Depuis un mois, les travailleurs sont en grève pour 1 700 F minimum, une augmentation de 170 F pour tous. Les OS gagnent, à l'heure actuelle, 1225 F nets par mois. La seule réponse du patron a été de traîner les travailleurs en justice. Un jugement les somme d'évacuer l'usine qu'ils occupent depuis 15 jours.

Communiqué de la confédération CFDT

La répression anti-syndicale ne connaît pas la crise ou, si elle la connaît, c'est pour l'accentuer. Le patronat peut se sentir d'autant plus libre avec la loi ou la réglementation que le ministre du travail lui-même «licencie» : en effet, passant outre au veto de l'inspection du travail, il autorise le licenciement de militants syndicalistes.

Une dizaine de ces «licenciés Durafour», militants CFDT, d'Auvergne, de Lorraine, de Normandie, de Provence, viennent à Paris pour demander des comptes, jeudi 26/2 ; ils tiendront avec J. Laot une conférence de presse à cette occasion.

Contre les saisies...

Réunion publique à Vitry, vendredi 27 février à 20 H 30 - 93, rue d'Anselme-Rondenay - Réunion appelée par le Comité de quartier - Débat ouvert (avec un collectif d'avocats) sur la question des saisies

LA BOURGEOISIE A EU PEUR DE L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS

Le 17 février, les paysans vosgiens manifestaient devant la préfecture d'Épinal et étaient agressés par les CRS. Dans les affrontements, Michel Boyé était frappé à la tête et devait succomber à la suite de ces coups. Tout le monde s'accorde à dire que «c'était une provocation», que «la manifestation était pacifique», que «les CRS étaient là dans un but bien déterminé».

Dans ce département, le chômage partiel et les licenciements sont nombreux : fermetures de filatures, restructuration du groupe Bous-sac... Pour les petits paysans, c'est la baisse continue de leurs revenus ! Dans cette situation où la colère monte, la bourgeoisie craint la jonction de ces deux mouvements ouvriers et paysans. Elle redoute qu'autour de luttes comme celle de la Simax (lutte pour la réintégration d'un délégué syndical licencié, qui dure depuis trois mois) se construise l'unité, dans les luttes de la région. Dans ce département le mouvement paysan est très combatif. En 70, avant les paysans bretons, ceux des Vosges avaient mené une «guerre du lait» ! Si depuis, un certain recul est intervenu (reprise en main de la Fédération, la FDSEA), la combativité reste importante. La manifestation du 17, à Épinal, marque aussi, avec des limites (mots d'ordre...) un refus du style de rassemblements proposés par la FNSEA. Si la bourgeoisie a réagi si violemment c'est aussi pour montrer qu'elle ne tolère que des rassemblements «responsables» et bien encadrés, comme celui de Reims. Maintenant, la préoccupation de la bourgeoisie, c'est contenir la colère, empêcher toute riposte.

CEUX QUI PRÉCHENT LA RÉSIGNATION

Tous se sont élevés contre la violence et la provocation policière. Le P«C»F, le PS, le Centre Démocrate et même JJSS (qui assistait aux ob-

seques), tous y sont allés de leurs larmes ! Mais qu'ont-ils fait concrètement pour mettre en échec la répression ? Quelles perspectives ont-ils données ?

A la cérémonie beaucoup de paysans des alentours mais aussi de tous les départements voisins, tous sont



venus rendre un dernier hommage à leur camarade. Tout y a été organisé pour que la colère ne se manifeste pas... Si l'«Est Républicain» déclare «A Lerrain, une foule recueillie, d'où ne transpirait ni haine, ni colère, ni condamnation», c'est que tout avait été fait pour.

C'est le curé qui donne le ton «Aujourd'hui, dans cette église, personne n'exploitera sa mort. Devant elle, on se tait. Face à elle, le chrétien réfléchit et prie».

Les déclarations du président de la FDSEA et du

secrétaire cantonal se feront à l'église «pour éviter les déplacements inutiles et pour des raisons de sonorisation».

En réalité, cela a pour but qu'intimidés par le cadre, les paysans ne puissent demander des comptes sur cet assassinat et sur l'attitude des directions syndicales qui osent parler devant les complices de cette provocation, Servan-Schreiber et Vilmain, président du Conseil Général.

PRÉPARER LA RIPOSTE

Beaucoup de paysans sont repartis démobilisés, ils attendaient autre chose, une

autre cérémonie, un autre adieu à leur camarade. Face à cet abandon des organisations syndicales et politiques dites de «gauche», certains paysans disent : «A la prochaine manif, nous n'irons pas les mains nues». Mais que peut apporter cette seule attitude d'actions violentes individuelles ? Une juste colère ne suffit pas : autour de la lutte de la Simax, une autre perspective se fait jour, celle de l'unité populaire contre la répression, contre les atteintes aux libertés démocratiques !

C'est ce que craint la bourgeoisie, c'est dans cette

voie que nous devons nous engager.

LA LUTTE DE LA SIMAX

A la Simax, usine d'agrafes, implantée à Rupt-s-Moselle, les travailleurs luttent depuis trois mois et demi pour la réintégration de leur délégué syndical. Celui-ci a été licencié contre l'avis de l'inspection du travail, à la suite d'une lutte pour la baisse des cadences, contre le chômage partiel. Les travailleurs qui occupaient l'usine en ont été expulsés par les CRS. Pour populariser leur lutte, pour obtenir un soutien financier, ils fabriquent des

jouets et des émaux. De nombreux galas de soutien ont rencontré un réel succès. Aujourd'hui, les grévistes ont à faire face à de multiples obstacles ; l'abandon du soutien par le P«C»F et la CGT, les pressions de la mairie qui leur a retiré la salle où ils se réunissaient. Avec le soutien d'autres usines et en particulier de la Sotracomet, les travailleurs continuent la lutte. Avec la lutte des paysans, c'est un combat important pour les libertés démocratiques. Aussi s'agit-il d'ouvrir à la jonction des combats communs !

Marcel MAYER

LES PETITS PAYSANS CONTRE LA FDSEA

Le 16 février, les gens venant au marché ont découvert la ville de Louhans (Saône-et-Loire) arrosée de purin et des bêtes mortes étaient mises ça et là devant les portes des bouchers et autres. Ce prélude à la journée du 17 février, quels sont les paysans qui l'ont fait ? CDJA, FDSEA ? Les petits paysans eux se désolidarisent de ce genre de procédé. Pour eux, il n'y a aucun doute, c'est le CDJA et les gros paysans. Ils gênent toute la population alors qu'elle n'est pas responsable de la politique agricole. Un petit paysan me disait : «Les gens de Louhans ne sont pas responsables ! Que l'on s'attaque à la COPAL, à Guilloux, je suis le premier à y aller». Pour ce petit paysan, l'ennemi, c'est la COPAL, coopérative qui le ruine parce qu'il travaille avec elle en contrats d'intégration, mais c'est aussi la FDSEA avec



Guilloux, son président, qui est également président de la COPAL. Ces petits paysans sont ceux qui se font exclure de la FDSEA quand ils vont demander son aide. Ils savent quels intérêts défend le syndicat... Ils savent aussi que c'est lui qui va créer des actions de diversion ; organiser des manifestations pour

soutenir Bonnet, et qui, par exemple à Louhans, sont forts impopulaires et font accroître les contradictions entre ouvriers et paysans...

Le 17, à Mâcon, lors de l'assemblée générale de la FDSEA, les paysans qui ont commencé à intervenir contre Guilloux, la FDSEA et la

COPAL, ont les a priés de se taire !

Dans beaucoup d'autres villes, il est clair que les petits paysans en ont marre des défilés-enterréments organisés par la FDSEA.

Les petits paysans bressans ont autre chose à dire que soutenir Bonnet à Bruxelles et ils savent que les prix ne seront pas fixés pour qu'ils puissent vivre de leur travail.

Déjà autour de B. (un paysan expulsé le 16 mars), un Comité de soutien composé de petits et moyens paysans se met en place. D'autres petits paysans pensent s'organiser pour exiger une rémunération de leur travail !

Corr. paysan

Montceaux-les-Mines

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Poniatowski et la «sécurité des Français

LA FRANCE EN LIBERTÉ SURVEILLÉE

Le conseil des ministres d'hier a entendu Poniatowski présenter une série de mesures envisagées pour la «sécurité des Français». Elles ne sont pas encore précisées mais elles feront l'objet de différents projets de loi.

Ces mesures sont annoncées avant même d'être arrêtées précisément. C'est qu'à l'évidence, le gouvernement veut recueillir les fruits de la campagne montée autour de l'assassinat du petit Bertrand, à Troyes. Il veut montrer à la fois que l'insécurité principale provient aujourd'hui des crimes, et qu'il se préoccupe activement d'y mettre fin.

Il s'agit d'abord de modifier la législation sur le port et la vente des armes. Les victimes - par «bavures» - de la police, qui auront «prêté spontanément leur concours aux fonctionnaires chargés du maintien de l'ordre» seront indemnisées. Même pré-occupation affirmée pour les victimes d'attentats dont les auteurs restent inconnus ou ne peuvent payer. Enfin une disposition serait prise pour étendre les pouvoirs de la police dans la fouille des véhicules, comme pour les douaniers ou les agents du fisc.

DES MESURES INOPÉRENTES

Les ministres ont aussi décidé de la création d'un comité qui, dans un an, doit avoir «procédé à une investigation scientifique de la délinquance et de la criminalité dans la société contemporaine». L'UDR Peyrefitte en est nommé président. Une fois encore la délinquance est agitée par le gouvernement comme un dérivatif pour faire oublier l'insécurité, combien plus fondamentale, du travail pour les ouvriers, ou même l'insécurité de la vie sous le règne

du capital. Les mesures annoncées, soyons en sûrs, ne menaceront pas les activités des gangs organisés ou les attentats racistes ou fascistes, pas plus que les pillages de banque organisés par le «milieu».

Ce qui est d'ailleurs évident, comme à l'accoutumée, c'est qu'elles mélangent intentionnellement la délinquance et le crime. Tous deux certes sont des produits du capitalisme et de sa décomposition. Mais qu'y a-t-il de commun entre Patrick Henry, assassinant froidement et menant la grande vie, et un jeune chômeur qui vole dans un supermarché ?

UN NOUVEAU DANGER POUR LES LIBERTÉS

Le renforcement législatif, de plus, constitue un danger pour les quelques libertés qui nous sont aujourd'hui concédées. Quoi de plus facile en effet, au nom de la lutte contre la criminalité, que de fouiller les voitures de syndicalistes, d'ouvriers révolu-

tionnaires ? Quoi de plus facile pour la police, avec la législation sur les armes et les explosifs, que de monter une provocation pour «découvrir» des armes ou explosifs au bon moment, chez des opposants de la bourgeoisie ?

Pas plus que les opérations coups de poing, qui ont surtout servi au fichage systématique, les nouvelles mesures ne pourront gêner le brigandage organisé, les truands de haut vol, les SAC et autres SOA. Sans doute, par contre, la police se montrera encore plus impitoyable pour traquer les jeunes, les chômeurs, les travailleurs immigrés.

Les nouvelles mesures ne peuvent rassurer que ceux qui croient encore fausement à la sincérité des intentions gouvernementales. Elles ne peuvent en rien améliorer l'insécurité du régime capitaliste, qu'elle soit le produit quotidien du chômage, ou du crime organisé qui a pignon sur rue.

Stoléro met un peu d'eau dans le vin de Chirac : comment renvoyer les travailleurs immigrés en douceur

Lors de son passage à la télévision, Chirac avait au moins été clair sur un point : pour diminuer le chômage, il faut renvoyer les travailleurs immigrés (*«le chômage n'est pas une fatalité, puisqu'il y a 800 000 chômeurs et deux millions de travailleurs immigrés...»*). Le spécialiste en démagogie du gouvernement, Lionel Stoléro, alias «Mr travail manuel», a dû tempérer cette attaque de front contre la classe ouvrière, et devant la presse spécialisée, il déclarait mardi soir : *«il ne serait pas correct de se débarrasser de la main-d'œuvre immigrée qui travaille pour nous depuis une dizaine d'années sous prétexte des difficultés de l'emploi»*.

La contradiction avec Chirac n'est qu'apparente, Stoléro énonçant les mêmes mesures que le chef de son gouvernement : «révaloriser le travail manuel» pour que les Français acceptent les emplois occupés par les immigrés, notamment des très bas salaires... Déclaration en l'air en ce qui concerne le deuxième point, elle tend à accréditer l'idée que les immigrés choisissent les travaux les plus pénibles, et que les Français répugnent à les faire. Son but : la division. Ces travailleurs marocains que les recruteurs de Herbet vont chercher dans leurs villages choisissent-ils de travailler aux presses ? Et les travailleurs français licenciés, ont-ils choisis d'être au chômage ? Sa seule originalité : l'appel aux syndicats pour «coopérer» dans ce but, et annoncer une campagne publicitaire par affiches et à la radio pour ce gigantesque bluff qu'est la «révalorisation du travail manuel».

Des faits divers bien significatifs...

Des médecins parce que ça rapporte mutilent des adolescents condamnés à satisfaire les vices de bourgeois dégénérés. Un petit patron en faillite préférant «une fin effroyable à un effroi sans fin» se tue avec toute sa famille, sans que s'en indignent les organes de presse bourgeois. Ce sont deux «faits divers»

très de l'actualité qui paraissent n'entretenir aucune relation. Pourtant chacun à leur façon, ils témoignent du degré de décadence de la société bourgeoise.

Aujourd'hui, elle s'enfonça dans la perversion, le crime et le désespoir, sans pouvoir offrir de perspective crédible y compris en son sein.

Marseille : comment on «fabrique» des travestis

Le 4 octobre dernier, la mère d'un jeune homme de 16 ans dépose une plainte contre un médecin de Marseille qu'elle accuse d'avoir administré un traitement aux hormones à son fils pour le «féminiser».

rejetés et se réfugient dans la drogue pour oublier leur détresse. Coincés dans le double engrenage de la prostitution et de la drogue, bien souvent ils sont conduits au suicide.

Au même moment, à la télé, à la radio, dans la presse, députés et notables, autorités de tous ordres : politique, ecclésiastique, morale, patrons... tous déplorent bruyamment la dégradation des mœurs, la vague de pornographie, le déferlement de la violence. Tous se posent en gardiens de la bonne moralité. Le gouvernement brandit des lois et des règlements pour, dit-il, mettre un terme à cette licence. Une campagne odieuse s'attache à présenter les jeunes comme des dépravés, comme ce fut le cas lors de l'affaire de Marmande. Sous couvert de lutter contre l'immoralité, il s'agit en réalité d'adopter des mesures répressives.

A QUI CELA RAPPORTE-T-IL ?

Ce sont pourtant les mêmes qui n'ont dans la bouche que les mots de défense de la moralité qui développent la pourriture morale et en tirent profit. A qui rapporte la prostitution ? A travers la page,

elle rentre dans les caisses noires des partis politiques, et par l'imposition des prostituées, dans les caisses de l'Etat. La pornographie amène également de gros bénéfices aux capitalistes qui ont investi dans cette branche et à l'Etat qui perçoit les taxes sur les films et les livres pornographiques.

A Marseille, les médecins qui font les piqûres d'hormones et acceptent de pratiquer les modifications d'anatomie sur ces jeunes en tirent un profit considérable : 2 000 F pour modifier un nez, 4 000 F un menton, 5 000 F pour se faire des seins. Ces médecins sont fort honorablement connus, soucieux de l'ordre établis, et les premiers à se mobiliser pour défendre la bonne moralité. Ceci ne les empêche pas de se livrer à de telles pratiques.

Ces médecins sont connus des services de police et pourtant ils ne sont pas inquiétés, car ils ne remettent pas en cause l'ordre social.

Le dossier que la brigade des mineurs et la section de protection et de prévention sociale de la sûreté urbaine ont transmis au parquet de Marseille à la suite de la plainte de la mère d'un jeune «féminisé» aux hormones semble bien avoir été classé.

Six morts pour le standing

Parce qu'il allait être obligé de vendre sa maison de campagne, de vivre comme un petit cadre, et qu'il allait «être déshonoré» par rapport à son milieu social, un petit patron qui avait de mauvaises affaires s'est donné la mort après avoir assassiné 5 membres de sa famille. Cette nouvelle étonnante a amené des commentaires significatifs dans la presse bourgeoise.

«Le Figaro» se contente de donner les faits et préfère éviter les commentaires, visiblement c'est une affaire qui le gêne, le crime de Troyes l'inspirait nettement plus,

«France-Soir» déclare que c'est à n'y rien comprendre «une famille qui paraissait si heureuse», façon de se fermer les yeux devant le fait,

«Le Parisien libéré» par contre trouve là matière à épilogue. Dans son édition de mercredi cette affaire fait la une : photos à l'appui. Sous

le titre «Poursuivi pour fraude fiscale le directeur d'une PME choisit de mourir avec 5 membres de sa famille», Amaury écrit «il est effrayant de penser qu'un Français de 50 ans, chef d'entreprise, puisse se trouver acculé, avec les siens ; à cette heure où les pouvoirs publics dispensent si généreusement leur aide à ceux qui demandent sans donner à autrui ni travail, ni emploi» et en page 3 : «Ce drame bouleversant donne la mesure de l'impact de la crise sur la petite et moyenne entreprise. Il donne la mesure des difficultés dans lesquelles se trouvent plongés ceux qui non seulement donnent du travail et qui lorsqu'ils luttent pour la survie de leur entreprise, voient les moyens de cette survie absorbés par des charges dues ou confisqués sous forme d'impôts».

Dans toute la presse et à la radio on excuse le geste, on s'apitoie sur ce petit patron. Mais en dehors des lamen-

tations rituelles du «Parisien libéré» sur les malheurs des PME, on ne trouve aucune tentative d'explication, et surtout nulle indignation.

Comment s'étonner de ce silence tant le suicide de Valburg éclaire d'un jour brutal les tares de cette société.

Dans ce système, la réussite se mesure au compte en banque, et aux signes extérieurs de richesse : grosses cylindrées, costumes, résidences secondaires, etc.. Les héros de la bourgeoisie, ceux dont les exploits remplissent les colonnes des journaux, pour y faire l'étalage de leur suffisance, ce sont ceux qui sont arrivés, au faite de l'échelle sociale, quels que soient les moyens qu'ils ont utilisés. Valburg n'avait d'autre idéal que de tenir sa place dans ce monde pourri, de paraître sur un pied d'égalité avec tous ceux qui ont l'argent facile, parce que facilement gagné. Avec sa fortune s'est effondrée sa raison de vivre.



Ces corps seront retirés de la maison de Valburg.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Trois morts à la Samaritaine

Trois ouvriers sont morts mardi soir vers 19 H 15 à la Samaritaine, Louis Bodin 56 ans, Francisco Deniz 38 ans et Armindo Dos Santos 21 ans, intoxiqués par des émanations de gaz sulfureux. Deux sapeurs pompiers de l'établissement inquiétés par l'odeur particulière de ce gaz trouvaient tout d'abord une fillette inanimée sur le trottoir près d'un soupirail donnant sur le sous-sol où ils devaient découvrir les trois ouvriers inanimés. En voulant leur porter secours, ils ont été eux aussi victimes de ces émanations, ils sont maintenant hors de danger mais le veilleur de nuit de l'établissement est toujours dans le coma.

La Samaritaine fabrique elle-même son électricité grâce à un groupe électrogène refroidi par eau, cette eau est pompée dans un puits de 70 mètres de profondeur foré sous l'établissement lui-même. Depuis quelques temps le débit était devenu insuffisant à cause de dépôts calcaires obstruant la crépine de prise d'eau. La direction faisait effectuer des travaux de dégagement à une entreprise spécialisée. Pour cela ils utilisaient de l'acide afin de dissoudre le calcaire qui s'était déposé. Une enquête

a été ouverte, mais un certain nombre de questions restent posées.

Quinze jours auparavant, un premier bidon d'acide avait été déversé dans le puits et des gaz nauséabonds s'en étaient échappés. L'hydrogène sulfureux, gaz toxique en faible quantité est facilement reconnaissable à son odeur d'œuf pourri. L'opération devait être renouvelée mardi soir mais apparemment la direction connaissait les risques. Une manche à air et un système de

soufflage avaient été installés deux jours auparavant. Pourquoi alors les ouvriers ne portaient-ils pas de masques à gaz ? Pourquoi le tuyau d'évacuation débouchait-il à travers un soupirail juste au niveau du trottoir, ce qui a provoqué l'intoxication de la fillette dans la rue ? Mercredi alors que le dégagement gazeux continue, les travailleurs de la réception et des secrétaires travaillent à quelques mètres du puits, incommodes par l'odeur ils ont dû sortir de ce sous sol à plusieurs reprises bien que toutes les portes soit larges ouvertes pour que la circulation d'air se fasse.

D'après certains journaux le tuyau d'évacuation des gaz aurait été mis en place le soir même de l'accident, alors que les travailleurs de la Samaritaine nous ont affirmé qu'il avait été mis en place deux jours auparavant. Alors toutes les précautions étaient-elles prises ? On peut s'étonner qu'une entreprise spécialisée dans ce genre de travail ne fasse pas d'étude préalable sur la nature des roches à dissoudre et sur l'acide qui convient alors le mieux d'après leur composi-

tion. Toutes ces questions sont laissées dans l'ombre par la presse bourgeoise, pour laquelle, c'est un hasard si la roche contenait du sulfure de fer qui a réagi avec l'acide pour donner un gaz mortel. La direction de la Samaritaine se retranche derrière l'enquête et les analyses en cours. A la réunion du comité d'hygiène et de sécurité qui s'est tenue mercredi matin elle s'est contentée de lire l'article du «Parisien libéré» et s'est refusée à répondre aux questions des sections syndicales. La télévision donne le ton lorsqu'elle sous-entend après l'interview d'un membre de la direction «faute professionnelle des ouvriers, l'enquête déterminera». Pour faire le silence sur cette affaire la bourgeoisie est prête à faire porter la «faute» sur les victimes de cet accident.

Mais la section CFDT de la Samaritaine n'entend pas laisser enterrer cette affaire, elle continuera à poser les questions que soulève cet accident, une commission d'enquête sera créée pour rassembler les éléments nécessaires à la vérité.

En bref

Sérum pollué de Nancy : un deuxième mort

C'est au moins deux femmes qui ont été victimes du «sérum duré» d'Epinal qui contenait des bactéries. On vient en effet de découvrir qu'une femme de 57 ans était morte dans les mêmes conditions que la première victime, après 34 jours d'agonie, elle avait également reçu du sérum pollué.

Le procureur de la République a ouvert une information judiciaire pour établir les responsabilités en cause dans cette affaire.

Règlement à l'amiable dans le procès Dassault en Hollande

Évidemment, Dassault ne peut pas se payer des pots de vins de l'ampleur de ceux de son concurrent américain Lockheed. Aussi le scandale révélé aux Pays-Bas à propos d'une éventuelle tentative de soudoiment de deux députés hollandais par le représentant de Dassault lors de la conclusion du «marché du siècle», était un peu oublié. Le procès qui en a découlé s'est cependant tenu, et s'est achevé hier par l'acquiescement de ce représentant, Mr Rotterdam. Les tractations ont dû cependant être juteuses pour certains. Jugez en plutôt : le scandale avait été révélé par un des deux députés impliqués, bien longtemps après la tentative de corruption, et c'est le procureur lui-même qui a demandé l'acquiescement ! Il est vrai que la condamnation de Rotterdam, donc de la société Dassault, et par là même du gouvernement français directement intéressé en l'affaire, aurait été un coin supplémentaire enfoncé dans cette précaire unification de l'Europe déjà bien ébranlée par la conclusion au profit des américains de ce fameux «marché du siècle».

Restau-U de Vincennes : 2ème jour de grève

La grève des employés du CROUS se poursuit. Ayant obtenu la mise à pied du chef cuisinier raciste, le personnel des cuisines n'accepte pas les solutions de compromis proposées par les syndicats. Par des démarches entreprises auprès des travailleurs, la CGT et la CFDT ont tenté d'obtenir la réintégration du chef cuisinier raciste.

Apportons notre soutien aux travailleurs du CROUS : personnel administratif, étudiants, enseignants tous unis nous empêcherons le retour du chef raciste.

Renault : un ouvrier envoyé à la mort !

Hier, 24 février, un travailleur des fonderies, Emile Diaz, 50 ans, est mort. Pris de malaise lors de son travail, il devait décéder pendant son transport à l'hôpital Ambroise Paré de Boulogne.

La cause de cette mort est due à l'émission d'un gaz très nocif : l'isochlorure, qui détruit les globules rouges. Plusieurs fois, des travailleurs de Renault ont demandé la suppression de l'utilisation de ce gaz qui, à titre d'exemple, a rompu en peu de temps la tuyauterie qui le conduit. Depuis le début de la semaine, 7 accidents dont 1 mortel pour les seules fonderies. Cela montre une fois de plus le mépris qu'affiche la direction pour la vie des travailleurs dans ce système où ne compte que le profit.

Hier, tous les ouvriers en parlaient, à la cantine, il y avait des gens vraiment révoltés. Les gens hésitent à faire quelque chose. La CGT a sorti son tract : «La direction continuera-t-elle à nous envoyer à la mort ?» Les travailleurs des fonderies ont cessé le travail en signe de deuil et de protestation : le mouvement s'étendra-t-il ?

Impôts 76 : ce que vous paierez



Trois morts et plusieurs personnes gravement intoxiquées pour France Soir c'est une catastrophe évitée ? Combien de morts faut-il pour que ce journal parle des accidents du travail ? On appréciera la manière dont la presse bourgeoise déforme et tronque la réalité, blanchit les responsables de ces crimes du capital.

INTERNATIONAL

CHINE : dans une mine de cuivre,

RELATIONS NOUVELLES ENTRE OUVRIERS ET TECHNICIENS

Chenyang, 22 février 1976 (Hsinhua). Dans la province du Liaoning, en Chine du nord-est, il y a une mine de cuivre où se nouent des relations de type nouveau entre les techniciens et les mineurs. C'est la mine de cuivre de Houatong. Les premiers jours de votre arrivée à cette mine, il vous est sans doute difficile de distinguer les techniciens des mineurs. Pourquoi cela ? Parce que les techniciens, qui prêtent une grande attention à la rééducation idéologique et à l'intégration aux ouvriers, persistent à vivre toujours parmi les ouvriers, on peut voir ces techniciens, en blouse de travail, travailler épaule contre épaule avec les mineurs, causer avec eux, que ce soit pour une innovation technique, ou pour l'étude des œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et de celles du président Mao.

AUTREFOIS : FAIRE UNE THESE AMBITIEUSE

Ces relations étroites entre les techniciens et les ouvriers se sont établies tout au cours de la grande révolution culturelle prolétarienne. Avant la révolution culturelle, sous l'influence de la ligne révisionniste de Liou-Chao-chi, les techniciens de la mine prenaient peu de contacts avec les masses ouvrières. A la recherche du renom et de l'intérêt personnels, ils s'enfermaient dans le bureau d'étude technique sans tenir compte des besoins de la production. Li Yue sen, ingénieur chargé de la ventilation des puits, s'enlisait auparavant dans l'accumulation de documents et la composition d'une thèse, ambitieux de surprendre un jour tout le monde par son œuvre. Quant aux projets de ventilation qui intéressaient directement la santé des mineurs, il les négligeait estimant qu'ils étaient d'une étude trop banale. Mais la grande révolution culturelle lui a donné une éducation profonde. A l'appel du président Mao, il alla travailler sur les chantiers de taille participant au travail

productif, au cours duquel il percevait l'abrogation chez les ouvriers et la corruption bourgeoise du monde chez lui-même. Il eut la détermination d'étudier le marxisme, le enseignement de l'enseigne Mao Tse-toung et d'apprendre auprès des ouvriers.

AUJOURD'HUI : CONSULTER LES OUVRIERS

Li Yue sen consulta de sa propre initiative les mineurs sur un projet d'amélioration de la ventilation des galeries.



Une mine en Chine.

Les 30 jours, ceux-ci proposèrent 30 suggestions sur la base desquelles Li élaborera un plan des travaux. Le plan exécuté, les conditions de travail se sont vues fort améliorées. «La connaissance que j'ai vient de la pratique de la lutte des travailleurs, je dois servir ceux-ci avec la connaissance dont je dispose. Voilà une déclaration de l'ingénieur Li Yue sen. Comme lui, les autres techniciens de la mine cherchent aussi à s'intégrer aux ouvriers et faire preuve d'une grande audace dans l'innovation technique de leur mine. Grâce à la grande révolution culturelle, ils ont réalisé avec les ouvriers plus de 1.600 innovations techniques, qui ont permis de mécaniser et d'automatiser les principaux processus de production. Actuellement, nombre d'entre eux réalisent une ou deux opérations techniques. C'est ainsi à des actes comme les leurs qui se restreignent les écarts bourgeois et diminuent l'écart entre le travail manuel et le travail intellectuel».

En plus de ces vieux techniciens, la mine en a formé un grand nombre de nouveaux parmi les ouvriers. A présent, parmi les cadres et les techniciens de la mine 64 nouveaux étaient ouvriers. Ces nouveaux cadres et techniciens participent activement à la production et maintiennent des liens étroits avec les masses ouvrières.

«Le droit bourgeois» : Marx et Lénine ont montré qu'en régime socialiste, il subsistait pendant toute une période des aspects hérités de la société capitaliste : c'est ce qu'on appelle «le droit bourgeois». Le problème étant de le restreindre au maximum, de ne pas lui laisser prendre le dessus sur la réalité nouvelle, socialiste. La réduction de l'écart entre travail manuel et intellectuel est un aspect important de cette lutte.

MUSIQUE

LE DEBAT SUR LA MUSIQUE EN CHINE

La lutte entre les deux voies qui se déroule actuellement en Chine, pose le problème de l'exercice de la Dictature du Proletariat dans tous les domaines, et notamment dans le domaine idéologique (art, culture, enseignement - voir QdP du 23 février). La Grande Révolution Culturelle Proletarienne, le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius ont montré la nécessité de partir d'un point de vue de classe pour balayer les théories révisionnistes en matière de littérature et d'art, qui défendent l'idée de «la nature humaine au dessus des classes».

La lutte des classes se mène aussi en Chine dans le domaine de la musique. Entamée dès 1963, approfondie pendant la Révolution Culturelle, la lutte a pris un tour aigu en 1974 avec le débat sur «la musique avec ou sans titre». C'est cette lutte que nous voudrions évoquer aujourd'hui, à travers, notamment la présentation de deux disques chinois.

Pendant l'année 1974 a eu lieu un débat sur la question de la musique avec ou sans titre. De quoi s'agit-il ? L'expression «musique sans titre» désigne des œuvres (en général instrumentales) dont le thème ou le contenu n'est pas annoncé par un titre suggestif mais qui sont dénommées par un genre : symphonie en fa majeur, etc. Pour les tenants de la ligne révisionniste, ces œuvres de la musique classique bourgeoise n'ont pas un «contenu social profond». Ce point de vue s'appuie sur une théorie abstraite de la nature humaine, niant son contenu de classe. Ils affirment, par exemple, que la musique bourgeoise exprime «des nobles sentiments humains» que la musique «joue un rôle social en dehors de l'époque et des classes».

juste, les communistes chinois montrent clairement l'enjeu du débat : la lutte aiguë entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le marxisme et le révisionnisme. Ils critiquent le «Yué Ki» (notes sur la musique), ouvrage écrit par des adeptes de Confucius. Ils analysent également un certain nombre d'œuvres classiques bourgeoises dévoilant leur contenu social (voir encadré sur Degeyter et Debussy).

Mais ce débat n'est pas seulement théorique. Il transforme le rapport des musiciens aux masses. La création musicale en Chine n'est plus l'œuvre de «génies» isolés, travaillant à l'écart. Les artistes chinois font des tournées dans de nombreuses régions, pour se familiariser avec la vie des ouvriers, des paysans, des soldats, s'inspirer de leur exemple et populariser les pièces modèles à thèmes révolutionnaires. Ils leur font raconter le déroulement de la lutte des classes et évoquer leur vie misérable d'autrefois, en contraste avec la vie d'aujourd'hui. Artistes au service du peuple, ils participent aux travaux des champs, ou à l'usine, aux tâches quotidiennes. Par ces liens vivants avec les masses, ils acquièrent une meilleure compréhension de la lutte des classes, et de ce fait sont plus à même de créer des œuvres prolétariennes riches de contenu. En retour, les ouvriers, les paysans et les soldats s'inspirent en pratique de la ligne du Parti. A l'issue du spectacle, les artistes invitent les spectateurs à faire connaître leur opinion pour améliorer l'œuvre.

L'étude d'un passage de Mao tsé-Toung, critiquant la théorie de la nature humaine, permet de mieux comprendre le caractère erroné de cette position : «dans la société de classes, il n'existe de nature humaine que revêtue d'un caractère de classe et il n'y a pas de nature humaine étrangère aux classes. Nous sommes pour la nature humaine prolétarienne, de la grande masse du peuple, alors que les propriétaires fonciers et la bourgeoisie sont pour la nature humaine des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.»

Seulement ils ne le disent pas et la présentent comme la seule nature humaine qui soit.

S'appuyant sur cette ligne

DEGEYTER — COMPOSITEUR DE L'INTERNATIONALE — ET DEBUSSY : 2 CONTEMPORAINS

(...) Ce n'est pas une simple coïncidence si l'Internationale et les œuvres de Debussy firent leur apparition à la même époque. La première marquait la montée de la musique révolutionnaire du prolétariat ; et les secondes le déclin et la décadence de la musique bourgeoise. Il est inévitable que l'important tournant historique de la transition du capitalisme de libre concurrence à l'impérialisme monopoliste se soit révélé dans la musique. Le conflit entre le prolétariat et la bourgeoisie dans le domaine musical reflétait exactement l'âpre lutte entre ces classes antagonistes sur le plan politique. Si l'on substitue le concept «du contraste et des nuances de sentiments» abstraits à l'analyse concrète des classes, on confondra inévitablement les œuvres musicales de différentes époques et classes, masquant ainsi la lutte de classes dans le domaine de la musique et niant la lutte de classes sur le plan politique et son évolution historique.

Pékin information n°23 du 10 juin 1974
(Approfondissons la critique de la théorie bourgeoise de la nature humaine)



Un grand concert, sur le lieu de travail...

DE LA MUSIQUE POUR PIANO ENREGISTREE EN CHINE

Le merveilleux disque de piano de Yin Tchen Tjong reflète la musique populaire telle qu'elle fleurit de nos jours en Chine après la Grande Révolution Culturelle prolétarienne : il y interprète quatre chansons du Shensi du nord ; il y transforme une ancienne mélodie et il y a aussi la transposition pour piano d'un air du célèbre opéra de Pékin «La Lanterne Rouge».

Le «Concerto du Fleuve Jaune» est présenté comme une œuvre collective par l'orchestre philharmonique central de Chine Populaire dirigé par le chef d'orchestre Li Teh Louen qui a essayé de créer une œuvre qui représente les préoccupations des ouvriers, des paysans et des soldats chinois, c'est-à-dire qui retrace la lutte du peuple pour la libération du «Fleuve Jaune».

Ce concerto comporte quatre mouvements. Prélude : Chant des bateliers du Fleuve Jaune - Ode au Fleuve Jaune - Le Fleuve Jaune indigné - Défendons le Fleuve Jaune. Dans cette œuvre sont intégrés des chants populaires et des paraphrases (des collages) de musique révolutionnaire (l'Internationale et L'orient est rouge notamment).

Dans le cadre d'échanges culturels, la Chine populaire a invité récemment les orchestres philharmoniques de Londres, Vienne et Philadelphie à venir interpréter des œuvres occidentales.

Avec eux, le pianiste Yin Tcheng Tjong a interprété le concerto pour piano, «Le fleuve jaune». On pourra remarquer à ce sujet la différence entre l'accueil qui est réservé aux musiciens occidentaux en Chine avec le mépris de la critique bourgeoise dans les comptes rendus des concerts des artistes chinois à Paris.

TÉLÉVISION

Mercredi soir sur FR 3

"LA DERNIERE CHASSE"

UN FILM DE R. BROOKS

Décidément, les programmeurs de la télévision manquent d'imagination ! Après les Dossiers de l'Écran, la semaine dernière, consacrés à la pollution de la mer, nous avons eu droit cette semaine au film «La Forêt Interdite», qui posait le problème du massacre des oiseaux en Floride. Et, hier soir, c'était «La Dernière Chasse», sur le massacre des bisons, pendant la conquête de l'Ouest. Ceci dit, le film présentait des qualités certaines.

UNE APPROCHE CRITIQUE DU WESTERN

Son auteur, R. Brooks, ancien «marine», ancien journaliste, se situe dans un courant idéologique traditionnel de la bourgeoisie américaine : le «libéralisme», qui, au nom du «respect de l'individu», en arrive à critiquer les aspects les plus désastreux de l'impérialisme.

Brooks s'attaque à un des grands mythes de l'histoire américaine : la Conquête de

l'Ouest et le problème indien. Comme angle d'approche, il choisit un des éléments du western traditionnel : la chasse. Il oppose deux personnages : Charley (R. Taylor), tout de noir vêtu, tueur sadique et sanguinaire, véritable symbole du fascisme et de la violence, pour qui «tuer est naturel... Plus vous tuez, mieux vous êtes considéré». Sandy (S. Granger), chasseur par nécessité, dégoûté de ces tueries, est obligé de faire équipe avec Charley pour vivre. C'est autour de l'opposition de ces deux personnalités que se noue le drame. Charley massacre un groupe d'indiens, épargnant seulement une jeune indienne et son bébé, dont il essaye de faire sa chose, Sandy tuit avec l'indienne. Charley les poursuit et meurt de froid en les attendant devant la caverne où ils s'étaient réfugiés.

UN GÉNOCIDÉ

Ce que Brooks cherche d'abord à nous montrer, c'est l'horreur de la chasse aux

bisons. Notons au passage que les scènes de chasse sont réelles, c'est-à-dire qu'elles ont été tournées dans une réserve à l'époque de l'abattage d'une partie du troupeau. Mais, derrière ce problème de la chasse, se pose également celui des indiens. Alors que les blancs chassent le bison pour en vendre la peau, les indiens, eux, se nourrissent de sa chair. «Évidemment, dit Sandy, dans ce film, durant les guerres indiennes, chaque bison tué signifiait un indien crevant de faim». Le massacre systématique des animaux affame les indiens ; il s'agit bien d'un véritable génocide. Et d'ailleurs Brooks ne se prive pas de nous montrer la situation des Indiens et dresse en filigrane un tableau effrayant de leur vie dans les réserves.

UN HUMANISME PETIT BOURGEOIS

C'est ici qu'apparaît une des ambiguïtés du film : prisonnier de son point de vue «humaniste», Brooks

semble mettre l'accent avant tout sur le massacre des animaux, reprochant même dans le texte qui débute le film, aux Indiens d'avoir participé au massacre des bisons. Mais le plus grave n'est pas là : il est dans la façon de rechercher les causes de ce massacre. Brooks ne parvient jamais à s'arracher à un point de vue individualiste, rejetant la responsabilité du massacre sur le «sadisme» de Charley. Point de vue qui nous conduit fatalement à la conclusion suivante : cette société n'est pas si mauvaise puisqu'il existe des gens honnêtes et généreux comme Sandy pour empêcher les «Charley» de nuire...

Si nous devons rejeter ce point de vue, il n'en reste pas moins vrai que le film apporte de nombreux éléments concrets intéressants. L'habileté de la mise en scène, la beauté saisissante de certaines séquences (la chasse aux bisons, la mort de Charley) viennent renforcer la dénonciation de ce qui fut un véritable génocide.

L'AGRICULTURE SOVIETIQUE 10 ANS DE PROMESSES, UNE PENURIE GRANDISSANTE

Des magasins qui ont fermé dans de nombreux villages et des habitants qui sont obligés de quitter leur travail pour aller faire des provisions en ville. Une presse qui regorge de propagande pour célébrer les nouvelles vertus des «pains réduits», les tidbits. C'est la pénurie de pain et de produits alimentaires qui s'installe en URSS et qui ne fait que commencer. On abat le bétail, faute de fourrage pour le nourrir, on pourra donc encore trouver un peu de viande, et à quel prix, sur les marchés, mais après ? Et ce ne sont pas les prévisions du nouveau plan qui sont encore plus basses et dont on sait d'ores et déjà qu'elles ne pourront pas être tenues, qui peuvent inciter à l'espérance.

Pourquoi une telle situation ? Les explications officielles, on les connaît pour les avoir maintes fois entendues dans le passé. C'est la faute d'une mauvaise organisation. Mars 1955, décembre 1960, mars 1963, février 1965, février 1973 ont déjà vu six ministres déçus et la situation est allée de mal en pis. Que fera de mieux le très prévisible septième ? C'est la faute au temps. Dix ans d'accumulation de calamités naturelles ? De qui se moque-t-on ? Avant la guerre, 20 ans à peine après le triomphe de la Révolution, dans des conditions de lutte intense contre les anciens paysans riches, dans des conditions de développement industriel et technologique autrement plus difficiles les objectifs du plan étaient atteints et même dépassés. Plus de 50 ans après la Révolution, 30 ans après

une guerre dévastatrice et meurtrière, des risques de famine menacent l'URSS.

Alors pourquoi ? Et des questions se posent effectivement.

UNE AGRICULTURE AU SERVICE DE QUI ?

Le ravitaillement n'est pas défectueux partout de la même façon. Il y a une sorte de hiérarchie dans l'approvisionnement. D'abord les villes militaires, ensuite les très grandes villes, puis les villes moyennes et enfin les villages où l'on trouve un peu de saucisson mais toujours un stock de vodka.

Sur les marchés, les stands d'état sont de moins en moins nombreux au profit des stands «libres» où les prix sont 30, 50 et même 100 fois plus élevés. Ces marchés

d'état sont des laissez-passer pour compte, alors que les «stands libres» regorgent de produits variés et de qualité, ce qui entraîne la pire spéculation en période de pénurie. Et ces marchés «libres» se développent avec l'aide de l'Etat qui ne lésine pas, comme à Moscou, à construire des halles en béton armé avec entrepôts frigorifiques et dépôts.

Des kolkhozes de plus en plus nombreux abandonnent délibérément des cultures nécessaires localement au profit d'autres productions plus rentables. Certains, par exemple, ont arrêté l'approvisionnement de Moscou et d'autres grandes villes en fruits et légumes pour construire leurs propres conserveries et vendre eux-mêmes leurs propres productions.

Dans les kolkhozes, on voit se creuser l'écart de salaire et de mode de vie entre les dirigeants et les simples paysans qui gagnent 10, 20, voire 30 fois moins.

Dans les kolkhozes, les terres collectives diminuent de plus en plus au profit des parcelles individuelles cultivées pour les marchés «libres» ou cédées non pas aux kolkhoziens mais à toute personne vivant dans les régions rurales : enseignants, médecins, experts, etc...

L'évidence s'impose. L'agriculture n'est plus organisée pour satisfaire les besoins du peuple, mais pour obéir à des objectifs de rentabilisation, en un mot pour le profit.

LE PROFIT, MOTEUR DE L'AGRICULTURE

C'est le résultat du fameux «nouveau système économique». Certes, pour garder son masque socialiste, le gouvernement soviétique n'a pas abandonné les structures de l'ancienne agriculture socialiste, le marché d'état, le fonctionnement en kolkhozes mais il les a vidés de tout leur contenu. Et c'est en gouvernement capitaliste et impérialiste qu'il gouverne. En capitaliste, en veillant à l'approvisionnement des plus grandes villes pour éviter toute révolte que pourrait susciter une pénurie trop latente.

En impérialiste, en choisissant l'augmentation du budget militaire au détriment de l'agriculture, en préférant une importation et une réexportation de céréales aux dépens des peuples du Tiers-Monde.

Et, bien sûr, en rétablissant progressivement le fonctionnement capitaliste, il secrète inévitablement une nouvelle couche de privilégiés.

DES KOULAKS D'UN NOUVEAU TYPE

S'ils n'ont rien de commun avec les anciens koulaks qui possédaient personnellement la terre et les moyens de production, les dirigeants des kolkhozes en ont les privilèges et le mode de vie. Ils ont des salaires élevés, et partici-



10 ans de promesses, une pénurie grandissante...

pent peu ou pas à la production : une visite de quelques heures par jour pour un grand nombre qui préfèrent vivre en ville.

Ils exploitent à des fins personnelles des biens du kolkhoze : en Ouzbékistan, l'un se fait payer ses frais d'invitation et de divertissement ; un autre au Kazakhstan s'approprie des parcelles individuelles qu'il fait cultiver par des salariés payés sur les caisses du kolkhoze.

LE «NOUVEAU SYSTEME ECONOMIQUE» DANS L'AGRICULTURE

Directives de mars 1965
«Le taux des bénéfices doit être la base de l'estimation objective des opérations des kolkhozes et des fermes d'Etat».

«L'Etat leur demande : «d'être à même de diriger leurs affaires avec profit et découvrir pour cela les meilleurs moyens».

«d'être habiles dans les transactions avec le rouble et d'investir là où il donnera de rapides profits».

«L'Etat «protègera et stimulera le libre achat de produits agricoles et assurera l'énergie développement des relations commerciales».

Et les exemples abondent. Oh ! ce ne sont pas eux qui souffriront de la pénurie. Ils en profitent et même largement par la main mise sur les marchés «libres». Par contre, pour la masse des paysans, c'est le retour aux rudes conditions d'exploitation d'antan avec maintenant une pénurie endémique, le recours aux maigres et hasardeuses pratiques du trafic ou l'exode rural. La revue soviétique «journaliste» révèle elle-même, que de 1959 à 1970, 1.500.000 paysans ont dû quitter les campagnes pour les villes, chiffre qui voisine actuellement les 2 millions.

Comme l'écrivait Lénine, «sans un vaste recensement et contrôle exercé par l'Etat sur la production et la répartition des produits, le pouvoir des travailleurs, la liberté des travailleurs ne pourront pas se maintenir et le retour sous le joug du capitalisme sera inévitable».

Joëlle FECLAZ

LA PENURIE EN CHIFFRES

Céréales :

- 137 millions de tonnes en 1975 soit :
 - 80 millions de moins que les prévisions du plan
 - 58 millions de moins que 1974
 - 30 millions de moins que 1972 année déjà déficitaire

Une production à peine égale à celle de 1960 (130 millions de tonnes). Une production par habitant inférieure à celle de 1913, dans la Russie tsariste.

Abattage de bétail par manque de fourrage :

- 20% de plus qu'en 1974.
- Entre 1965 et 1975, 8,7 millions de têtes perdues par an par rapport à 1963.

Importations :

- 1971-1975 : 75 millions de tonnes de céréales importées
- 32 millions de tonnes exportées
- 1975 : 28 millions de tonnes importées
- L'URSS était autrefois un pays exportateur

Dépenses militaires :

- 1971-1974 : augmentation de 12%
- 1974 : elles sont 4 fois celles de 1960
- 20% du revenu national
- 35% des dépenses budgétaires
- L'arsenal de missiles intercontinentaux s'est multiplié par 22 en 13 ans. L'arsenal de missiles sous-marins par 8 en 12 ans.



...et ceux qui travaillent.

Importation et pillage sur le dos des peuples du Tiers-Monde

1972 : L'URSS IMPORTE 20 millions de tonnes de grains des pays occidentaux dont 11 millions de tonnes de blé des USA (le quart du total de la récolte américaine). Les prix grimpent immédiatement sur le marché mondial. L'URSS revend alors les grains à un prix trois fois plus élevé.

Début 1975 : voyant les signes d'une baisse prochaine du prix des céréales, elle annule le contrat de 200.000 tonnes qu'elle avait conclu avec les Etats Unis. Quand les prix arrivent au plus bas, elle s'empresse d'en acheter un important stock pour rééditer la même fructueuse escroquerie, mais en mieux.

Non seulement le peuple soviétique ne voit pas la couleur de ces importations mais les peuples du Tiers Monde qui sont dans leur majorité encore obligés d'importer des céréales les achètent encore plus cher, à cause de l'URSS.



Dans un sovkhoze, ceux qui font travailler les autres...

Du «plan de bien être» aux «pains réduits»

1964 : BREJNEV AU POUVOIR

«L'agriculture est une tâche du Parti et du peuple soviétique». «Il fera tout ce qui est en son pouvoir» pour que «l'agriculture progresse sans discontinuer». Il la place sous sa direction personnelle.

1971 : XXIV^e Congrès du PCUS lance «le programme grandiose pour l'amélioration du bien être du peuple». «Le vaste programme général pour le développement de l'agriculture est un service inestimable rendu par le comité central du PCUS, son bureau politique et le camarade Brejnev lui-même».

LES ISVESTIA LE 10 DÉCEMBRE 1975

«Un quignon de pain bien cuit... constitue une des plus belles inventions de la sagesse humaine».

«Une attitude respectueuse à l'égard du pain touche profondément aux qualités morales et spirituelles du peuple soviétique».

«Faire davantage de tidbits (pains réduits) : dans ces conditions, les gens n'achèteront que ce qui leur est nécessaire».

FEMMES

Aix en Provence

PROCES DU MLAC

Le 16 janvier, six militantes du MLAC d'Aix en Provence étaient inculpées sur intervention directe de la chancellerie. Elles avaient accepté d'avorter une jeune fille mineure, qui, pendant l'avortement, changeant d'avis, demandait l'arrêt de l'intervention. Respectant sa décision, elles l'accompagnaient à l'hôpital, puis préviennent les parents. Le père de la jeune fille porte plainte quelques jours plus tard. Dans un premier temps, le parquet abandonne l'affaire mais en janvier, les six inculpations sont retenues, pour exercice illégal de la médecine, et pour complicité de tentative d'avortement. Elles risquent 2 ans de prison et 2 millions d'amende.

Nicole Grand, O.S. à la Sescosem-Thomson CSF d'Aix-en-Provence, militante inculpée du MLAC, se présente aux élections cantonales, le 7 mars, avec une camarade du MLAC.

« Il y a trois mois, lors du début de l'affaire, nous n'avions tout d'abord pas été inculpées, et nous pouvions penser qu'une inculpation aussi longuement réfléchie montre la volonté du pouvoir de stopper définitivement un mouvement de masse (MLAC), à un endroit (Aix) où nous avons continué la pratique de l'avortement,

après le vote de la loi, car nous pensions que rien d'essentiel n'allait changer pour les femmes par rapport à l'avortement : prix, conditions, isolement, culpabilisation ».

(...) Au travers de la pratique des avortements, du travail d'information sur la contraception (pose de stérilets), de l'organisation d'une garderie pour les enfants des femmes travaillant dans une usine (Sescosem-Thomson CSF), nous avons compris la force que représente notre solidarité et nous voulons continuer.

Pour faire connaître à un maximum de gens nos positions, et rester à l'offensive, nous avons décidé de nous présenter à ces élections dans le canton Aix Nord

(contre le maire d'Aix, PS centriste). Notre campagne sera basée sur le thème : Les femmes prennent la parole et s'organisent sans attendre l'accord ou les subventions de ceux qui détiennent le pouvoir et le savoir... »

LE MLAC D'AIX-EN-PROVENCE CONTINUE ET RENFORCE SON ACTION

Tous les vendredis soirs, à la permanence du MLAC, les militantes continuent à pratiquer des avortements pour les cas nécessaires. Par ailleurs, deux fois par semaine, elles accompagnent à l'hôpital les femmes qui sont au-delà des délais pour l'application de la méthode Karman. Il semblerait qu'à l'hôpital, les avortements au-delà de six semaines ne sont pas retenus, pour des raisons diverses, malgré la loi.

Une de leur victoire a été d'avoir pu assister à une opération par aspiration sous anesthésie générale, où elles ont malheureusement pu observer que l'opération était faite avec un matériel très ancien (des dilateurs en métal), en fin de compte dangereux. Il y aurait déjà eu

des perforations.

Aller ensemble à l'hôpital, c'est briser l'isolement des femmes, c'est forger leur solidarité, c'est aussi, d'une certaine façon, commencer à exercer un contrôle sur le « pouvoir spécial ».

Le personnel hospitalier a très bien réagi à cette initiative, et a demandé que se tienne une réunion de discussion et d'information.

COMMENT LES FEMMES SE MOBILISENT

A Aix, les femmes sont nombreuses à venir à la permanence du MLAC. Bien loin d'arrêter le mouvement, ces inculpations le renforcent.

A Marseille, se tiennent des assemblées générales des « groupes femmes », pour organiser une campagne suivie contre la loi Veil sur l'avortement, et contre la politique familiale du pouvoir. A Paris, la manifestation du 6 mars pour la journée internationale des femmes se fera, entre autres, sur le thème « Avortement, contraception libres et gratuits ; soutien aux inculpées d'Aix ».

Plusieurs milliers de signatures ont été recueillies à la pétition de soutien, ainsi que des motions de sections syndicales. Il s'agit de renforcer le mouvement. Il faut aussi envoyer de l'argent, ainsi que

des témoignages sur la réalité de l'avortement aujourd'hui.

En soutenant les inculpées d'Aix, soyons à l'offensive. Il s'agit toujours de lutter pour la liberté totale de l'avortement et de la contraception.

Participez à l'enquête du MLAC

Envoyez les renseignements que vous avez sur :
- l'établissement, (hôpital ou clinique), son adresse, la source de renseignements.

- la pratique des avortements.
Sinon, quel est le motif invoqué. Y a-t-il une possibilité d'avortement dans un hôpital proche ?
Si oui, combien par semaine. Délai entre la marche à effectuer pour le premier rendez-vous et l'avortement. Méthode utilisée. Prix. Durée de l'hospitalisation. Mode de paiement. Accepte-t-on les mineures ? Accepte-t-on les immigrées sans papiers ? Information sur la contraception ? Attitude du personnel vis à vis des femmes ?

Cette enquête nous aidera à combattre la propagande démagogique de la bourgeoisie qui voudrait nous faire croire qu'aujourd'hui, l'avortement est libre.

Pétition de soutien aux militantes du MLAC inculpées à Aix en Provence

Six femmes militantes du MLAC d'Aix en Provence, sont inculpées de tentative d'avortement et d'exercice illégal de la médecine pour avoir pratiqué un avortement sur une mineure à sa demande : le père de la mineure ayant porté plainte.

Les insuffisances de la loi, les carences du pouvoir en matière de santé, l'attitude de la plupart des médecins, l'inertie des services hospitaliers, l'absence de crédits ont pour résultats que les femmes ne peuvent complètement exercer un droit pour lequel elles ont lutté.

Là, comme ailleurs, le pouvoir choisit de réprimer plutôt que de pallier ses carences en matière d'information sexuelle et de contraception.

La loi actuelle ne fait que suspendre la loi de 1920 dans un certain nombre de cas, et c'est ainsi que des femmes non médecins sont aujourd'hui poursuivies pour avoir aidé une mineure en détresse.

JE ME DÉCLARE SOLIDAIRE DE CES FEMMES ET DE LEURS LUTTES

Pétition à envoyer au MLAC, 34, rue Vieille du Temple 75004 PARIS

Adresser votre soutien financier à l'ordre du MLAC avec la mention : « Soutien aux inculpées d'Aix »

Pour la journée internationale des femmes, les groupes de femmes de Paris et le MLAC appellent à une manifestation le samedi 6 mars, à 15 H, de la Place de la République à la Place des Fêtes.

Pour l'avortement et la contraception libres et gratuits :

- pour le soutien aux inculpées d'Aix ;
- pour le droit à l'emploi des femmes ;
- contre le chômage ;
- contre les foyers prisons ;
- soutien à la lutte du foyer Pauline Rolland.

Le soutien des organisations politiques et syndicales qui voudraient se joindre à la manifestations est requis.



Une manifestation du MLAC à l'hôpital Lariboisière.

LA VIE DU JOURNAL

Une petite réunion-débat

Une petite réunion débat s'est tenue récemment dans un quartier populaire de Roubaix.

C'est un camarade ouvrier qui vient de quitter le PCF, suite au 22^e congrès de trahison, qui a tenu le haut du pavé pendant toute la réunion en expliquant aux camarades par des exemples précis en quoi le rejet de la dictature du prolétariat était la porte ouverte à la

bourgeoisie, de même que le refus du poing levé et de la Révolution. « Désormais » déclarait ce camarade ironiquement « s'il fallait choisir entre Lecanuet et Marchais autant prendre Lecanuet parce que cette crapule cache moins son jeu que Marchais ».

Tout en nous expliquant la nécessité de construire une opposition forte à la trahison du

PCF, ce camarade (qui n'était venu que pour discuter !) regretta le peu de monde présent au débat et affirma « car si moi je comprends aujourd'hui la trahison du PCF et ne l'accepte pas, je ne suis pas le seul. Ils sont des centaines et des centaines dans le PCF, à être comme moi. Il faut sortir des petites réunions, élargir le débat par des tracts et des discussions à la porte des usines ».

Carr. Roubaix

Contre une coupure d'électricité

Le Comité de Lutte Contre le Chômage d'Hérouville est intervenu avec succès et s'est opposé à une coupure de courant lundi 23 février chez une habitante du quartier Montmorency. Le Comité de Lutte était présent dans l'appartement de cette famille sous tutelle, comprenant 3 enfants en bas âge, la femme est actuellement enceinte.

L'agent de l'EDF, s'est présenté le lundi à 9 h, et a dit qu'il

venait pour couper le courant car la famille n'avait pas payé sa dernière quittance. Le Comité de Lutte s'est opposé à la coupure, l'agent a rétorqué qu'il couperait l'électricité au compteur de l'extérieur. Le Comité lui a demandé s'il n'avait pas honte de faire un métier pareil et de vivre sur la misère des gens, il a répondu que cela valait mieux que d'être au chômage.

Finalement la coupure n'a pas

eu lieu. L'après midi, une délégation du Comité de Lutte s'est rendue aux bureaux de l'EDF à Caen, où elle a demandé avec fermeté un délai pour payer pour la famille. Ce qui nous prouve que la bourgeoisie recule devant la colère grandissante du peuple. Il faut s'opposer avec fermeté aux coupures de courant, saisies, expulsions.

Solutions, une habitante d'Hérouville St Clair

COMMUNIQUÉ

LE COMITÉ DE SOUTIEN AUX LUTTES DU PEUPLE ARGENTIN DEMANDE L'OUVERTURE DES PORTES DE L'AMBASSADE DE FRANCE A BUENOS AIRES AUX RÉFUGIÉS POLITIQUES

A l'occasion du gala de solidarité avec les victimes de la répression en Argentine organisé à la Mutualité le 23 février 1976 par le Centre Argentin d'Information et Solidarité (CAIS), le Comité de Soutien aux Luites du Peuple Argentin (CSLPA) et les organisations et publications françaises qui le soutiennent (Ligue Communiste Révolutionnaire, Organisation Communiste Gauche Ouvrière et Populaire, Organisation Communiste Révolutionnaire, Parti Communiste Révolutionnaire, Parti Socialiste Unifié, Politique Hebdo, Témoignage Chrétien) apportent leur appui fraternel au CAIS et à cette initiative.

En soutenant l'action du CAIS, le comité de soutien français (CSLPA) souhaite contribuer le plus efficacement et le plus largement possible à l'aide aux victimes de la répression en Argentine. Dans cette perspective, il demande au gouvernement français de revenir sur son refus de fait d'ouvrir les portes de l'Ambassade de France à Buenos Aires, et de lever tous les obstacles administratifs qui empêchent qu'aujourd'hui, les militants argentins et latino-américains persécutés et emprisonnés, et contraints à l'exil, puissent s'y réfugier ou obtenir un visa pour la France.

Paris le 22 février 1976

Comité de Soutien aux Luites du Peuple Argentin 94 rue Notre Dame des Champs - 75006 PARIS

Le Quotidien du Peuple ; publication du PCR (ml) adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19 CCP n° 23 13248 F Paris - directeur de publication : Y. Chevet imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP commission paritaire 56942

BLOC-NOTES

LE TRAITEMENT DE LA GALE

La gale est actuellement en recrudescence, particulièrement dans les écoles, et partout où les conditions d'hygiène sont mauvaises.

C'est une maladie contagieuse due à un parasite, et la transmission se fait habituellement la nuit (d'où explication des épidémies familiales). Mais elle peut se faire indirectement aussi, par les vêtements, les draps, etc. On doit penser à rechercher la gale devant toute démangeaison persistante.

A QUOI RECONNAIT-ON LA GALE ?

- A la démangeaison contagieuse et «féroce» qui s'accompagne rapidement de traces de grattage, de surinfection (boutons purulents, croûtes...). Elle survient principalement la nuit.

- A l'aspect des lésions (avant grattage) : le sillon, trait très fin de couleur brune au trajet sinueux de quelques millimètres sous la peau. Il correspond au trajet du parasite dans la couche cornée (couche profonde de la peau). Au bout du sillon, une vésicule perlée, transparente, superficielle constitue l'habitat de la larve, qui a percé le sillon pour se loger sous la peau.

- Au siège des lésions : en général, elles n'atteignent pas la face, le dos, mais prédominent aux mains (entre les doigts), aux organes génitaux, à l'abdomen.

TRAITEMENT

Il est efficace si on traite le même jour tous les membres de la famille ou de la collectivité (école...) atteints.

TRAITEMENT DU CORPS :

1er jour : se fait au cours d'un bain au savon noir ou vert, pendant 20 minutes, où l'on frotte bien toutes les zones atteintes. On rince grossière-

ment, on recommence le traitement 48 heures après le premier bain, si les démangeaisons persistent, en conservant le badigeonnage 2 heures au moins.

TRAITEMENT DES VÊTEMENTS :

Les vêtements seront bouillis en début et en fin de traitement si celui-ci dure plusieurs jours. On repassera

zinc, puis ensuite on traite la gale par une méthode identique à celle ci-dessus, en ayant soin d'éviter une méthode irritante.

Il faut signaler que le DDT a tendance à donner de l'eczéma, parfois à entraîner des pertes de connaissance, l'Ascabiol à être irritant. Le produit le plus ancien et le moins cher et le plus efficace reste le savon vert et noir. On sait que la contagion se fait tant



Les mauvaises conditions d'hygiène, cause principale de la gale.

ment et on badigeonne au pinceau avec le produit choisi (solution de DDT, Ascabiol, Benzochloryl...), on doit insister sur les régions les plus susceptibles d'être touchées (aisselle, plis génitaux, doigts, poignets...). On laisse sécher 15 minutes, puis on refait le badigeonnage, on rince 15 minutes après puis, on prend des vêtements pro-

pres et on badigeonne au pinceau avec le produit choisi (solution de DDT, Ascabiol, Benzochloryl...), on doit insister sur les régions les plus susceptibles d'être touchées (aisselle, plis génitaux, doigts, poignets...). On laisse sécher 15 minutes, puis on refait le badigeonnage, on rince 15 minutes après puis, on prend des vêtements pro-

pres et on badigeonne au pinceau avec le produit choisi (solution de DDT, Ascabiol, Benzochloryl...), on doit insister sur les régions les plus susceptibles d'être touchées (aisselle, plis génitaux, doigts, poignets...). On laisse sécher 15 minutes, puis on refait le badigeonnage, on rince 15 minutes après puis, on prend des vêtements pro-

pres et on badigeonne au pinceau avec le produit choisi (solution de DDT, Ascabiol, Benzochloryl...), on doit insister sur les régions les plus susceptibles d'être touchées (aisselle, plis génitaux, doigts, poignets...). On laisse sécher 15 minutes, puis on refait le badigeonnage, on rince 15 minutes après puis, on prend des vêtements pro-

pres et on badigeonne au pinceau avec le produit choisi (solution de DDT, Ascabiol, Benzochloryl...), on doit insister sur les régions les plus susceptibles d'être touchées (aisselle, plis génitaux, doigts, poignets...). On laisse sécher 15 minutes, puis on refait le badigeonnage, on rince 15 minutes après puis, on prend des vêtements pro-

TÉLÉVISION

JEUDI 26 FÉVRIER

TF 1	19 h 45 - Y'a un truc
	20 h 00 - JOURNAL
19 h 20 - Actualités régionales	20 h 30 - Le grand échiquier Claude Nougaro
19 h 40 - Une minute pour les femmes	23 h 30 - JOURNAL et fin
19 h 45 - Alors, raconte	FR 3
20 h 00 - JOURNAL	
20 h 30 - Baretta	19 h 20 - Actualités régionales
21 h 25 - L'évènement	19 h 40 - Tribune libre
22 h 25 - Allons au cinéma	19 h 55 - flash JOURNAL
23 h 00 - JOURNAL et fin	20 h 00 - Altitude 10 000
	20 h 30 - Un film, un auteur enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon
A 2	22 h 20 - JOURNAL et fin
19 h 20 - Actualités régionales	

QUINZAINE CULTURELLE ARABE

A BESANCON : AMPHI. GAUDOT FACULTÉ DE DROIT LA BOULOIE - 20 H 30

1^{ère} semaine du 24 au 28 février 1976

Jeudi 26 février : SOLEIL O (Med Hondo, Mauritanie 70)
Une dénonciation de l'exploitation des ouvriers émigrés, de la bourgeoisie française et ses alliés africains.

Vendredi 27 février : L'AUTRE FRANCE (Ali Ghalem, Algérie 75)

Le débat sera présenté par le réalisateur. Une description concrète de la condition d'un ouvrier maghrébin dans la France capitaliste.

Samedi 28 février - 14 h 30 : LES TROIS COUSINS - LES AJONCS (René Vautier, France 6a-70)

Deux courts métrages, l'un sur un fait divers authentique relatant la mort de trois ouvriers algériens, l'autre exaltant la lutte au coude à coude des immigrés et des français dans une courte fable.

Samedi 28 février - 20 h 30 : LES MEZIGRIS (Collectif, Tunisien-Français 74)

Situation économique en Tunisie et phénomène d'émigration

4 SÉANCES : 10 FRANCS organisé par

Associations culturelles du Centre de linguistique appliquée et de la Faculté de Droit
Ciné Club du Campus
Comité des Etudiants Arabes de Besancon

feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME :

Après avoir rappelé la situation au Nord Ouest avant l'arrivée de l'Armée Rouge, E. Snow décrit l'organisation sociale dans les zones libérées.

28^e épisode
LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE

STRUCTURES DE GOUVERNEMENT

La structure de gouvernement représentatif s'échafaudait à partir du soviet de village, unité de base : au-dessus il y avait le soviet de district, le soviet départemental, le soviet provincial et le soviet central. Chaque village élisait ses délégués aux soviets les plus élevés et jusqu'à ceux qui étaient désignés pour le Congrès des Soviets. Le suffrage était universel au-dessus de l'âge de seize ans, mais non égal, pour les raisons exposées ci-dessus. (1)

Chaque soviet de district désignait toute une gamme de commissions. Le Comité révolutionnaire était un comité tout-puissant, élu d'ordinaire au cours d'un grand meeting peu de temps après l'occupation d'un district par l'Armée rouge et à la suite d'une intense campagne de propagande. Il décidait des élections et réélections et collaborait étroitement avec le Parti communiste. On trouvait sous le soviet de district et nommées par lui la Commission d'éducation, la Commission des coopératives, celles de l'instruction militaire et de la formation politique, les commissions agraire, d'hygiène, de formation des partisans, de la défense révolutionnaire, du recrutement pour

l'Armée rouge, de l'entraide agricole, des cultures de l'Armée rouge et d'autres. Ces commissions existaient à tous les niveaux des soviets et jusqu'au Gouvernement central, où l'on coordonnait la ligne de conduite et où se prenaient les décisions d'Etat.

ORGANISATIONS DE MASSES

L'organisation ne s'arrêtait pas au gouvernement. Le Parti communiste avait de nombreux membres parmi les cultivateurs et les ouvriers, dans les villes et dans les villages. En outre, il y avait les Jeunes Communistes dont dépendaient deux organisations annexes englobant parmi leurs membres la plus grande partie de la jeunesse. Elles s'appelaient les Jeunes avant-gardes (*Chao-nien hsien-feng toei*) et les Légions enfantines (*Eur-t'ong t'ouan*). Le Parti organisait aussi les femmes en ligues des jeunes communistes, sociétés anti-japonaises, écoles d'infirmières, écoles de tissage et brigades des champs. Les paysans adultes furent formés en sociétés des pauvres (*P'in-min hoei*) et en sociétés anti-japonaises. Même la *Ko-lao-hoei* (Société du Frère aîné), une vieille organisation secrète, fut incorporée à la vie soviétique et recut des tâches publiques et légales. Les milices paysannes (*Nong-min-toei*) et les groupes de partisans ou francs-tireurs (*Yeou-ki-toei*) faisaient également partie de la structure politique et sociale dont aucun aspect n'échappait à l'organisation.

Le Gouvernement central, le Parti et l'Armée coordonnaient l'activité de toutes ces organisations et de leurs différents comités. (...)

Le but manifeste de l'organisation soviétique était de faire de chaque homme, femme ou enfant le membre de quelque chose où chacun recevait une tâche bien définie à accomplir. (...)

LE PEUPLE EN ARMES

Un fait dénotant que les Rouges puisaient leur force dans la masse de la population est que dans tous les anciens districts soviétiques la police et la garde étaient presque entièrement assurées par les organisations paysannes seules. Il y avait peu de véritables garnisons de l'Armée rouge dans les districts soviétiques, toutes les forces combattantes étant gardées au front. La défense locale se partageait entre les groupes de défense révolutionnaire de village, les milices paysannes et les partisans. Ce fait peut expliquer en partie la popularité de l'Armée rouge chez les paysans, car elle était rarement imposée sur eux comme un instrument d'oppression et d'exploitation, comme le sont les autres armées, mais se trouvait en général au front, s'y battant pour sa nourriture et engagée à repousser les attaques ennemies. D'autre part, l'organisation intensive de la paysannerie créait une arrière-garde et une base qui laissaient l'Armée rouge libre d'opérer avec l'extrême mobilité que nous avons notée.

(à suivre)

(1) Les métayers, les ouvriers agricoles recevaient une représentation beaucoup plus forte que les autres catégories : professions libérales, propriétaires, etc...

INTERNATIONAL

Discours de Brejnev

Renforcement du capitalisme et éloge du KGB

Abordant les problèmes intérieurs à l'Union Soviétique, Brejnev n'a pu, comme à propos de la politique internationale, se contenter d'une suite de contre-vérités. Les problèmes de la production, de la répartition, de la liberté, sont trop familiers aux travailleurs de ce pays pour qu'ils n'aient pas dû affleurer d'une quelconque manière. Les solutions qui sont proposées, en revanche, témoignent d'une triste continuité avec la politique antérieure.

A propos de la production Brejnev a reconnu les faiblesses criantes de l'économie soviétique dans deux domaines cruciaux pour le niveau de vie des masses : celui de l'agriculture et celui de la production industrielle légère. Tout en parlant d'y porter remède, le discours du premier secrétaire du P.C.S.U.S. montre cependant à l'évidence qu'il n'en sera rien.

D'une part, en ce qui concerne l'agriculture, «une transformation qualitative exige du temps». L'objectif de «ravitailler le pays en denrées alimentaires» est donc repoussé à un lointain horizon. En ce qui concerne les priorités, elles restent dans l'industrie aux secteurs des constructions mécaniques, des combustibles, de l'énergie, de la métallurgie ; l'industrie lourde garde le pas. La raison, de même que celle des retards nouveaux annoncés pour l'agriculture, en est facile à comprendre : Brejnev s'est félicité par ailleurs du «renforcement de la capacité défensive» de l'URSS ; l'orientation prioritaire de l'effort économique

vers la constitution d'un puissant instrument d'agression est évidemment maintenue.

« VIVE LE K.G.B. »

D'ailleurs, Brejnev n'a pas



Pour les russes, des canons mais pas de beurre...

manqué de rendre hommage au service secret, le KGB, dont les activités sont, pour lui, «en stricte conformité avec les exigences de la situation internationale».

C'est ce qu'ont pu vérifier

avec intérêt, ces dernières années, les nombreux pays où les ambassades d'URSS ont vu leur personnel se gonfler considérablement d'un personnel très spécial, sous des couvertures diplomatiques passablement transparentes. Ainsi que les soviétiques eux-mêmes : ces temps-ci, plusieurs responsables de la police secrète ont accédé tout ce qu'il y a de plus officiellement à des postes de responsabilité dans diverses républiques soviétiques.

Evidemment, la continuité brejnevienne ne va pas sans difficultés : pour rendre compte de la situation empirée des masses, des passages du rapport du congrès s'en prennent à la bureaucratie, à l'irresponsabilité, à la mauvaise gestion : maux chroniques

du capitalisme d'Etat, où la volonté de servir le peuple ne joue plus parmi les classes dirigeantes, tandis que l'appât du gain ne passe pas forcément, comme dans le système capitaliste classique, par le bon fonctionnement de l'entreprise, d'un point de vue capitaliste.

RENFORCEMENT DU CAPITALISME

Les remèdes, ici, sont en droite ligne de la maladie : il s'agit de mieux utiliser les «stimulants économiques» tels que «autofinancement, bénéfice, prix, primes». Voilà maintenant des années que la «réforme économique» en Union Soviétique consiste dans le rétablissement, par ces divers moyens, d'une économie capitaliste. Brejnev annonce un renforcement de cette tendance. Autant annoncer tout de suite une aggravation des difficultés économiques. Ce qu'il ne manque pas de faire : dès avant le rapport de Kossyguine, qui doit lundi prochain présenter le plan, le premier secrétaire a annoncé dans son rapport un ralentissement considérable des investissements, qui diminueront de moitié. Les «bénéfices, autofinancements, primes» des directeurs d'entreprise ne font pas, aux dernières nouvelles, l'objet des mêmes mesures draconiennes.

Jean LERMET

Ford - Reagan

UN PARTOUT, OU PRESQUE

Le score de 51 % obtenu par Ford dans le New-Hampshire contre 49 % à son rival Reagan n'est pas brillant pour le président, même si, au niveau des délégués à la Convention du Parti Républicain, Ford a 18 voix en sa faveur et Reagan 3. Ces résultats morcellent les divisions et le désarroi de la classe

commencera vraiment en septembre prochain ne peut être un reflet réel des choix de l'électorat américain.

D'abord parce qu'elles n'existent que dans 31 Etats sur 50 (dans les autres Etats, ce sont des comités restreints de notables du parti qui choisissent le futur candidat du parti à la Maison Blanche) ;

celle de la campagne, les deux partis (républicain et démocrate) devront désigner leur candidat respectif, lors de «conventions» qui auront lieu en juillet et août prochains. Ces conventions regroupent les délégués nationaux de chaque parti, élus lors d'élections «primaires» organisées par chacun des partis dans les Etats. Ces élections n'ont donc rien d'institution-

nel, puisqu'elles sont le fait d'électeurs inscrits auprès de chacun des partis. Les candidats à l'élection présidentielle démocrate ou républicaine (exemple Ford pour les Républicains ou Humphrey pour les Démocrates) profitent de ces primaires pour faire élire le plus possible de délégués qui leur soient favorables. Cependant le système politique US est grippé.



A lui le pompon ! Ronald Reagan a failli avoir la majorité aux élections primaires du New-Hampshire.

politique américaine. Entre le rassembleur des mécontents (de la détente avec l'URSS et de la bureaucratie de Washington), et Ford, elle n'arrive pas à trouver un homme providentiel capable de sortir l'Amérique de ses difficultés. C'est un aspect de la crise politique aux USA.

Ce premier test de la campagne présidentielle, qui

surtout, et c'est le cas tout particulièrement du New-Hampshire, il n'y a pas d'Etat qui soit à lui tout seul une Amérique en réduction : le choix des primaires du New-Hampshire, par exemple, sera celui d'un Etat peu peuplé, sans majorité de couleur, sans tensions locales, et historiquement ultra-conservateur. Avant l'ouverture offi-

Budget israélien : le gouffre des dépenses militaires

L'accroissement des dépenses de guerre de l'Etat sioniste d'Israël prend de plus en plus d'ampleur : 41 % du budget y passe. D'ores et déjà, le prix de cette politique d'agression est un déficit de plusieurs milliards et l'annonce d'un ralentissement de l'activité économique. La survie de l'Etat sioniste dépend de l'aide américaine : le ministre israélien des finances est allé demander 2,3 milliards au Congrès et les lobbies pro-sionistes (groupes de pression) les plus influents aux Etats-Unis innoquent pour que le Congrès accède à cette demande. Les contradictions au sein du Congrès américain portent non sur l'arrêt de toute aide, mais sur sa répartition de 500 millions. Par ailleurs, pour tout Israël compte aussi sur l'aide massive de la bourgeoisie (capitalistes d'Amérique et d'Europe. Plus que jamais, l'Etat sioniste d'Israël est tenu à bout de bras par le capitalisme.

le quotidien du peuple

Usine nucléaire française pour le Pakistan

La France a décidé de livrer une usine nucléaire de traitement des combustibles irradiés au Pakistan. Il est intéressant de noter que quelles que soient les garanties demandées par la France, ce genre d'usines est assez facilement récupérable à des fins militaires. L'Inde d'ailleurs avait fabriqué sa première bombe atomique à partir de moyens analogues. C'est également ce que la France s'appretait à vendre à la Corée du Sud. Ce qui n'empêche pas Chirac d'avoir fait une visite très amicale à l'Inde il y a quelques temps. Pour l'impérialisme français marchand de canons, il s'agit de vendre n'importe quoi à n'importe qui pourvu que ça rapporte.

Nouvel ambassadeur de Guinée en France

L'accreditation de M. Seydou Keita auprès du gouvernement français fait suite à la reprise des relations diplomatiques entre les 2 pays le 14 juillet dernier. Ces relations avaient été interrompues il y a 11 ans, suite à la volonté de l'impérialisme français de maintenir sa domination économique et politique sous de nouvelles formes en Afrique. Les aspirations grandissantes des pays du Tiers Monde à l'indépendance, les changements de rapport de forces à l'échelle internationale obligent la bourgeoisie de notre pays à modifier ses visées. C'est désormais de «nouveaux et solides rapports de coopération, fondée sur la confiance réciproque et le respect absolu des options politiques» qui doivent s'instaurer a déclaré le nouvel ambassadeur - encore faudra-t-il y obliger Giscard.

Angola : décisions contradictoires

Il y a trois jours, le gouvernement de Luanda priait les diplomates étrangers de quitter le pays au plus vite ; le texte invoqué : la réorganisation du ministère de l'Information. La décision vient d'être ajournée. Serait-ce que le prétexte était décidément trop gros et que la réorganisation des institutions en cours ne va pas sans contradictions au sein même du MPLA ? En tout cas, le maintien des journalistes occidentaux à Luanda n'est pas destiné à faire plaisir à des «alliés» que l'on commence à trouver trop empressés.

Islande : manifestations populaires pour le retrait de l'OTAN

La «guerre de la morue» qui jusqu'à présent faisait sauter est en train de prendre des allures de conflit : les incidents périodiques entre frégates anglaises et garde-côtes islandais se multiplient et deviennent plus violents. Fait plus grave, les britanniques attaquent maintenant à l'intérieur de la zone des 12 milles qu'ils avaient reconnue en 61.

A la suite de la rupture diplomatique entre l'Islande et la Grande Bretagne le 19 février dernier, la menace de retrait de l'Islande de l'OTAN semble, à l'heure actuelle, la préoccupation majeure des pays membres du Pacte. La Norvège a proposé ses bons offices ; et l'Allemagne de l'Ouest aimerait bien qu'une solution soit trouvée au problème des prises britanniques dans les eaux islandaises - en effet, l'accord sur les prises ouest-allemandes actuellement en application (contrairement à ce que nous avions annoncé dans notre édition du 20/2, suite à une erreur de transcription) expire le 20 avril prochain, et son renouvellement est lié à celui de l'accord sur les prises britanniques : les Islandais ont contingenté les prises dans leurs eaux, et ventilent ensuite les prises des différentes pêches européennes en fonction de ce contingentement. Les quantités des prises de chaque pays sont donc liées entre elles. Depuis le 20, les navires de guerre britanniques poursuivent toujours leurs attaques des garde-côtes et chalutiers islandais. En réplique, les masses populaires islandaises se mobilisent, exigeant le retrait de leur pays de l'OTAN. Par solidarité avec les marins qui avaient manifesté autour de la base américaine de Keflavik, les «amateurs de café» islandais refusent désormais de quitter les avions US de cette base dans l'espace aérien islandais. Il faut ainsi contraindre l'aéronavale US à cesser tous ses vols et entraînements.